



PREFET DE LA HAUTE CORSE

DIRECTION DE LA SECURITE DE L'AVIATION CIVILE SUD-EST

Délégation de l'Aviation civile en Corse

Affaire suivie par Mlle Isabelle Orsini

Arrêté n° 2B-2019-12-09-001

en date du 9 décembre 2019

**relatif aux mesures de police applicables sur
l'aérodrome de Bastia Poretta**

**LE PREFET DE LA HAUTE-CORSE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le **Règlement (CE) n°300/2008** du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2008 relatif à l'instauration de règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile ;
- Vu le **Règlement (CE) n°272/2009** de la Commission du 2 avril 2009 complétant les normes de base communes en matière de sûreté de l'aviation civile figurant à l'annexe du règlement (CE) n°300/2008 du Parlement européen et du Conseil (et son annexe) modifié ;
- Vu le **Règlement (UE) n°1254/2009** modifié de la Commission du 18 décembre 2009 fixant les critères permettant aux États membres de déroger aux normes de base communes en matière de sûreté de l'aviation civile et d'adopter d'autres mesures de sûreté ;
- Vu le **Règlement d'exécution (UE) n°2015/1998** de la Commission du 5 novembre 2015 modifié fixant des mesures détaillées pour la mise en œuvre des normes de base communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile ;
- Vu la **Décision d'exécution C(2015)8005** de la Commission du 16 novembre 2015 modifié fixant des mesures détaillées pour la mise en œuvre des règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation contenant des informations visées à l'article 18, point a), du règlement (CE) n°300/2008 (diffusion restreinte)
- Vu le **Règlement (UE) n°2018/1139** du parlement européen et du conseil du 4 juillet 2018 concernant des règles communes dans le domaine de l'aviation civile et instituant une Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne ;
- Vu le **Règlement (UE) n°139/2014** de la commission du 12 février 2014 établissant des exigences et des procédures administratives relatives aux aérodromes ;
- Vu le **Règlement (UE) n°376/2014** du parlement européen et du conseil du 3 avril 2014 concernant les comptes rendus, l'analyse et le suivi d'événements dans l'aviation civile ;
- Vu le **Règlement d'exécution (UE) n°2015/1018** de la commission du 29 juin 2015 établissant une liste classant les événements dans l'aviation civile devant être obligatoirement notifiés conformément au règlement (UE) 376/2014 du Parlement européen et du Conseil.

- Vu le code des transports, et notamment le livre III de sa sixième partie ;
- Vu le code de l'aviation civile ;
- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code pénal et le code de procédure pénale ;
- Vu les codes de la route et de la voirie routière ;
- Vu le code de la santé publique ;
- Vu le code de la construction et de l'habitation ;
- Vu le code de l'urbanisme ;
- Vu le code du travail ;
- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le code des douanes ;
- Vu le code de la santé publique ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration (CRPA) ;
- Vu la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi,
- Vu la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;
- Vu la loi n°2005-357 du 20 avril 2005 relative aux aéroports ;
- Vu la loi n°2006-10 du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports ;
- Vu la loi n°2006 n°2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme ;
- Vu la loi n°2014-1353 du 13 novembre 2014 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme ;
- Vu le décret du Président de la République du 7 mai 2019 nommant M. François RAVIER en qualité de préfet de la Haute-Corse ;
- Vu l'arrêté du 23 novembre 1962 classant l'aérodrome de Bastia-Poretta parmi les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique ;
- Vu l'arrêté du 28 février 1996 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public relevant du ministère de l'intérieur ;
- Vu l'arrêté du 20 avril 1998 modifié portant ouverture des aérodromes au trafic aérien international ;
- Vu l'arrêté du 7 janvier 2000 relatif à la répartition des missions de sécurité et de paix publiques entre la police nationale et la gendarmerie nationale sur l'emprise des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique ;
- Vu l'arrêté du 12 décembre 2000 relatif à l'avitaillement en carburant des aéronefs sur les aérodromes ;
- Vu l'arrêté du 28 août 2003 modifié relatif aux conditions d'homologation et aux procédures d'exploitation des aérodromes ;

- Vu l'arrêté du 1er février 2010 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- Vu l'arrêté du 11 septembre 2013 modifié relatif aux mesures de sûreté de l'aviation civile ;
- Vu la convention du 13 février 2004 conclue dans les conditions de l'article L.222-1 du code de l'aviation civile entre le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer et la Collectivité de Corse
- Vu le contrat de concession conclu entre la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Bastia et de la Haute-Corse et la Collectivité de Corse en date du 4 janvier 2006 (avec prise d'effet au 1er janvier 2006) ;
- Vu l'évaluation locale de risques réalisée lors du COS du 4 août 2015 permettant de déroger aux normes de bases communes en matière de sûreté dans la zone sécurité civile ;

Après concertation avec :

- l'exploitant d'aérodrome,
- la directrice adjointe pour la Haute-Corse au directeur interdépartemental de la police aux frontières,
- l'adjoint au commandant de la compagnie de gendarmerie des transports aériens de Nice,

sur proposition du directeur de la sécurité de l'aviation civile Sud-Est,

ARRETE

SOMMAIRE

DISPOSITIONS GENERALES

- Article 1** : objet
- Article 2** : limites des zones constituant l'aérodrome
- Article 3** : le côté ville
- Article 4** : le côté piste

LIVRE I

TITRE I – DEFINITIONS DES ZONES

- Article 5** : la partie critique de la zone de sûreté à accès réglementé (PCZSAR)
- Article 6** : les secteurs sûreté
- Article 7** : les secteurs fonctionnels
- Article 8** : la zone délimitée (ZD) permanente
- Article 9** : la zone délimitée temporaire

TITRE II – ACCES, CIRCULATION ET STATIONNEMENT AU COTE PISTE

- Article 10** : conditions générales d'accès

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERSONNES

- Article 11** : condition d'accès au côté piste
- Article 12** : accès en zone délimitée de la sécurité civile.
- Article 13** : modalités d'inspection filtrage des personnes et des objets transportés en PCZSAR
- Article 14** : conditions de délivrance et de restitution des titres de circulation aéroportuaires soumis à habilitation
 - 14.1** : conditions de délivrance
 - 14.2** : conditions de restitution
- Article 15** : conditions de délivrance et de restitution des titres de circulation aéroportuaires non soumis à habilitation
 - 15.1** titres de circulation accompagnée
 - 15.2** titres de circulation temporaires
- Article 16** : obligations des personnes physiques et morales
- Article 17** : conditions d'emport d'outils de travail ainsi que les obligations des personnes ayant une activité professionnelle au côté piste
- Article 18** : catégories de personnes pouvant bénéficier d'une exemption des mesures d'inspection filtrage

CHAPITRE 2 – DISPOSITIONS RELATIVES AUX VEHICULES

- Article 19** : conditions générales d'accès au côté piste
- Article 20** : modalités d'inspection filtrage des véhicules en PCZSAR

TITRE III – CAS PARTICULIERS

- Article 21** : transport des urnes funéraires en cabine d'un aéronef
- Article 22** : journées portes ouvertes et autres événements
- Article 23** : chantiers
- Article 24** : visites
- Article 25** : fermage
- Article 26** : battues administratives

LIVRE II

TITRE I – ACCES, CIRCULATION ET STATIONNEMENT AU COTE VILLE

Article 27 : accès et circulation au côté ville

Article 28 : conditions de circulation et de stationnement des véhicules

Article 29 : dispositions spécifiques à la circulation dans les secteurs sous contrôle de frontières

TITRE II – CIRCULATION SUR L’AIRE DE MOUVEMENT

Article 30 : conditions générales d’accès et de circulation

Article 31 : dispositions spéciales relatives à la circulation sur l’aire de trafic

31.1 formation à la circulation sur l’aire de trafic

31.2 délivrance et retrait de l’attestation de suivi de formation

31.3 information des agents sur l’évolution des conditions de circulation

Article 32 : règles spécifiques à la circulation sur l’aire de manœuvre

32.1 stationnement sur l’aire de manœuvre

32.2 manœuvre des aéronefs

32.3 formation à la circulation sur l’aire de manœuvre

32.4 délivrance et retrait de l’attestation de suivi de formation

32.5 information des agents sur l’évolution des conditions de circulation

33 : dispositions particulières

TITRE III – MESURES DE PROTECTION CONTRE L’INCENDIE

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

Article 34 : protection des bâtiments et des installations

Article 35 : dégagement des accès

Article 36 : chauffage

Article 37 : conduits de fumée

Article 38 : permis de feu

Article 39 : produits inflammables et explosifs

CHAPITRE 2 – PRECAUTIONS A PRENDRE A L’EGARD DES AERONEFS ET DES VEHICULES

Article 40 : interdiction de fumer

Article 41 : dégivrage et nettoyage des aéronefs

Article 42 : consommation d’alcool et de substances psychoactives ayant des effets sur la vigilance

Article 43 : obligation de notification d’évènement

Article 44 : propreté des aires de trafic

Article 45 : avitaillement des aéronefs en carburant

Article 46 : qualité du carburant pour aéronef

TITRE IV – PRESCRIPTIONS SANITAIRES

Article 47 : respect de la réglementation

Article 48 : lutte contre les moustiques

Article 49 dépôt et enlèvement des ordures, des déchets industriels et des matières de décharges

Article 50 : nettoyage des toilettes des aéronefs

Article 51 : substances et déchets radioactifs

Article 52 : prescriptions sanitaires

Article 53 : dépouilles mortelles

TITRE V – CONDITIONS D’EXPLOITATION COMMERCIALE

Article 54 : autorisation d’activité

TITRE VI – POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

Article 55 : interdictions diverses

Article 56 : conservation du domaine de l’aérodrome

Article 57 : mesures antipollution

Article 58 : stockage de matériaux et implantation de bâtiments

Article 59 : conditions d’usage des installations

TITRE VII – SANCTIONS PENALES, DISPOSITIONS PARTICULIERES ET FINALES

Article 60 : constatations des infractions et des sanctions

Article 61 : sanctions pénales

Article 62 : sanctions administratives

Article 63 : abrogation de l’arrêté précédent

Article 64 : exécution et diffusion

ANNEXES

Plan des limites de la concession aéroportuaire (annexe 1)

Plan de délimitation des zones côté ville/côté piste

Plan des parkings

PLANS DISPONIBLES AUPRES DE L’EXPLOITANT D’AERODROME (Diffusion restreinte)

Plan des limites côté ville/PCZSAR

Secteurs Sûreté

Secteurs fonctionnels

Plan zone délimitée Sécurité Civile

Plan zone délimitée temporaire

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

L'objet du présent arrêté est de réglementer sur l'emprise de l'aérodrome de Bastia Poretta tout ce qui concerne le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité.

En vertu du code des transports, notamment l'article L.6332-2, la police des aérodromes et des installations aéronautiques est assurée par le préfet qui exerce, à cet effet, dans l'emprise de l'aéroport de Bastia, les pouvoirs impartis au maire.

Conformément à l'article R.213.1.6 du code de l'aviation civile, les mesures particulières d'application ou les décisions du présent arrêté (dont il est fait mention dans certains articles) sont prises par le directeur de la sécurité de l'aviation civile Sud-Est ou son représentant. Ces mesures particulières d'application font l'objet des mêmes mesures de publicité et d'affichage que le présent arrêté à l'exception de certaines annexes qui ne concernent que l'exploitant d'aérodrome ou certains utilisateurs de l'aérodrome et ne sont pas diffusées au grand public. Les plans détaillés de la zone côté piste sont classés « diffusion restreinte » et ne sont donc pas affichés.

Les entreprises de transport aérien, les entreprises qui leurs sont liées par contrat, l'exploitant d'aérodrome et les autres personnes autorisées à occuper ou utiliser le côté piste sont tenues de respecter les réglementations en vigueur, notamment en matière de sûreté, de sécurité, d'environnement, d'urbanisme et de santé publique.

L'exploitant d'aérodrome, les entreprises qui lui sont liées par contrat et les autres personnes autorisées à occuper ou utiliser le côté piste sont tenus d'établir, de mettre à jour et d'appliquer un programme de sûreté décrivant les mesures qu'ils mettent en œuvre.

En fonction de la menace nationale ou locale, le préfet ou son représentant peut respectivement faire appliquer ou édicter des mesures spéciales concernant les personnes, les véhicules, ainsi que les aéronefs.

Le service de la police aux frontières (DIDPAF), service compétent de l'Etat (SCE) est en charge du contrôle de la mise en œuvre des dispositions prévues par la réglementation en vigueur. Ces dispositions s'appliquent au côté ville de l'aérodrome de Bastia Poretta défini à l'article n° 3 du présent arrêté ainsi qu'aux salles d'embarquement, situées en côté piste.

La brigade de gendarmerie des transports aériens (BGTA), service compétent de l'Etat (SCE) est en charge du contrôle de la mise en œuvre des dispositions prévues par la réglementation en vigueur. Ces dispositions s'appliquent au côté piste de l'aérodrome de Bastia Poretta défini à l'article n° 4 du présent arrêté (hors salles d'embarquement des passagers).

Article 2 : Limites des zones constituant l'aérodrome

L'ensemble des terrains constituant l'aérodrome de Bastia Poretta est divisé en deux (2) zones :

- un côté ville dont l'accès à certaines parties est réglementé ;
- un côté piste dont l'accès est soumis à des règles spécifiques et à la possession de titres particuliers.

Les limites de ces zones figurent en annexe du présent arrêté.

La séparation entre le côté ville et le côté piste est délimitée sur toute sa périphérie par une clôture, par des bâtiments ou un cloisonnement à l'intérieur de ces bâtiments, et une signalisation appropriée.

Article 3 : Le côté ville

Le côté ville comprend la partie de l'aérodrome accessible au public, et notamment :

- les locaux de l'aérogare de passagers accessibles au public, ainsi que les zones d'activités implantées à l'extérieur du côté piste,
- les parcs de stationnement pour véhicules ouverts au public, les routes et voies ouvertes à la circulation publique desservant ces installations,
- l'accueil du service de la GTA (gendarmerie des transports aériens),
- les locaux du service de la police aux frontières désigné DIDPAF,
- les zones affectées par l'exploitant d'aérodrome aux différents services de l'Etat, entreprises ou organismes non librement accessibles au public,
- les locaux du service national d'ingénierie aéronautique Sud-Est,
- les locaux de Météo France,
- les parcs, une partie du bâtiment des moyens généraux et bureaux de l'exploitant,
- les locaux des différents services de l'Etat,
- les bureaux des compagnies aériennes,
- les bureaux des assistants en escale,
- les logements de fonction de certains personnels,
- les zones soumises à une réglementation particulière,
- les emplacements réservés aux taxis, aux véhicules de location ou de transport en commun,
- le centre de tri postal pour la partie accessible au public,
- les locaux de Chronopost,
- les locaux de Casinc'Air fret pour la partie accessible au public.

Cette zone comprend également des parties dont l'accès est restreint ou réglementé :

- les locaux et installations de l'exploitation de l'aérodrome,
- la centrale thermique,
- les bâtiments et installations des entreprises ou organismes,
- les bâtiments et installations utilisés pour assurer le service de la navigation aérienne,
- les bâtiments et installations des compagnies aériennes,
- les bâtiments et installations des assistants en escale,
- les installations des différents services de l'Etat,
- la salle d'arrivée de l'aérogare de passagers,
- le SAS de sécurisation du fret de la société Casinc'air fret,
- la zone de chargement et de déchargement du fret et du courrier de La Poste,
- la ligne de convoyage des bagages située en aval des banques d'enregistrement,
- les locaux des démineurs et une partie des locaux de la sécurité civile,
- les locaux de la douane,
- les salles d'embarquement,
- la zone de chargement et de déchargement des bagages de soute.

Article 4 : Le côté piste

Il s'agit de la partie de l'aérodrome non librement accessible au public pour des motifs de sécurité et de sûreté. Cette zone, comprenant les installations concourant à l'exploitation technique, opérationnelle et commerciale de l'aéroport, nécessite une protection particulière.

L'accès au côté piste est réglementé de manière à empêcher l'accès des personnes et des véhicules non autorisés.

Le côté piste est constitué des surfaces encloses de l'aérodrome qui comprennent :

- la partie critique de la zone de sûreté à accès réglementé (PCZSAR) ;
- la zone délimitée (ZD/CP) de la sécurité civile.

LIVRE I

TITRE I

DEFINITION DES ZONES

Article 5 : La partie critique de la zone de sûreté à accès réglementé (PCZSAR)

Il est créé au côté piste de l'aérodrome de Bastia Poretta une partie critique de la zone de sûreté à accès réglementé (PCZSAR) permanente. La PCZSAR est une zone où sont appliquées intégralement les normes de base communes du règlement (UE) 300/2008.

Les plans de la PCZSAR, à diffusion restreinte, sont détenus par l'exploitant d'aérodrome et la délégation de la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud-Est en Corse et communiqués aux personnes ayant à en connaître selon les procédures de diffusion restreinte en vigueur.

La PCZSAR comprend :

L'ensemble de la zone coté piste à l'exception de la zone délimitée sécurité civile, notamment :

- l'aire de stationnement des avions commerciaux (aire de trafic) située devant l'aérogare. La limite du secteur est définie par le périmètre de sécurité des avions. Ce secteur est activé H/24 ;
- les locaux utilisés pour le stockage des bagages de soute ;
- la salle d'embarquement et les cheminements intérieurs et extérieurs empruntés par les passagers des vols commerciaux depuis l'entrée en PCZSAR jusqu'à l'accès dans l'avion ;
- l'aire de mouvement ;
- le bâtiment de la SATAB ;
- le commissariat AIR CORSICA ;
- la zone aviation générale ;
- les bâtiments et installations techniques d'Air France ;
- le chenil GTA ;
- les parties de l'aérogare non librement accessible au public (SAS arrivées nationales et internationales entre les portes de l'aérogare et les portes anti-remontées de flux) ;
- les hangars utilisés par les aéro-clubs et les hangars privés ;
- le hangar ALTAGNA ;
- le bâtiment du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des avions (RFSS) et du péril animalier.

L'ensemble de la PCZSAR est activé en permanence sauf en salle d'embarquement la nuit pour permettre le nettoyage (après le dernier vol commercial). Les modalités de gestion de la salle d'embarquement la nuit sont précisées dans le programme de sûreté de l'exploitant d'aérodrome. La procédure doit avoir été approuvée par la délégation de la DSAC.SE en Corse.

Article 6 : Les secteurs sûreté

Les quatre secteurs sûreté sont identifiés sur l'aérodrome de Bastia Poretta. Ils sont attribués en fonction du tableau des catégories d'emploi ou de l'activité exercée au côté piste. Ces documents doivent être approuvés par la délégation de la DSAC.SE en Corse.

- Secteur A (Avion) :
Aires de stationnement des avions utilisées pour l'embarquement et le débarquement des passagers et du fret. Chaque point de stationnement est élevé au rang de secteur de sûreté en présence de l'avion. La délimitation du secteur sûreté correspond à la zone d'évolution contrôlée (périmètre de sécurité défini pour le type d'avion).

- Secteur **B** (Bagages) :
Ce secteur correspond à la salle de tri, de conditionnement et de stockage des bagages au départ et en correspondance, et à la salle de tri des bagages à l'arrivée.
Les zones de circulation des chariots à bagages en zone côté piste sont élevées au rang de ce secteur de sûreté en leur présence.
- Secteur **F** (Fret) :
Zone de conditionnement et de stockage du fret au départ y compris les frets postaux et express ; les chariots ou tout autre moyen de transport utilisé font partie du secteur F lors de l'acheminement du fret de la zone de conditionnement et de stockage vers l'aéronef.
- Secteur **P** (Passagers) :
Au départ, les zones d'attente et de circulation des passagers entre les postes d'inspection filtrage des passagers et des bagages de cabine et l'aéronef. L'acheminement des passagers pendant l'embarquement ou le débarquement, y compris les cheminements à pied ou en bus est inclus dans ce secteur P.
A l'arrivée, les zones de circulation des passagers depuis l'aéronef jusqu'aux dispositifs anti-remontée de flux, à l'exception de la partie internationale de livraison bagages.

Les plans délimitant les secteurs sûreté sont disponibles auprès de l'exploitant d'aérodrome et de la délégation de la DSAC.SE en Corse.

Article 7 : Les secteurs fonctionnels

En dehors des secteurs sûreté, des impératifs techniques et des conditions de sécurité ou de protection de points névralgiques restreignent l'accès à certaines zones de l'aérodrome situées au côté piste. Leur accès est subordonné à une autorisation spécifique inscrite sur le titre de circulation. Il s'agit des secteurs fonctionnels suivants :

- MAN : l'aire de manœuvre ;
- TRA : l'aire de trafic et zones associées de stockage et appareils ;
- NAV : les installations concourant à la navigation aérienne ;
- ENE : la centrale de distribution d'énergie, l'aire de stockage et d'avitaillement en carburant et les installations du RFSS ;
- GEN : (aviation générale) uniquement les aires de trafic associées de l'aviation générale (B, C et D) et les installations des aéroclubs, associations, sociétés de travail aérien et privés et l'aire située entre le PARIF et ces installations, adjacentes à la zone publique.

Les plans délimitant les secteurs fonctionnels sont disponibles auprès de l'exploitant d'aérodrome et de la délégation de la DSAC-SE en Corse.

Article 8 : La zone délimitée (ZD) permanente

La zone délimitée est une zone dans laquelle il est dérogé aux normes de base communes du règlement (UE) 300/2008 conformément à l'article 1^{er} du RE (CE) n° 1254/2009 modifié qui permet d'adopter des mesures dérogatoires.

La zone délimitée permanente de l'aérodrome de Bastia est située en zone côté piste (ZD/CP) au nord des installations. Elle comprend :

- les installations côté piste de la sécurité civile GH (hangar et aires de stationnement hélicoptères).

L'accès à la zone délimitée est soumis à autorisation. Cette dernière doit avoir fait l'objet d'une validation de la délégation de la DSAC.SE en Corse.

Les limites ZD/PCZSAR sont matérialisées par des clôtures et contrôlées par un système de vidéo surveillance. La surveillance des limites pour une levée de doute est assurée par les agents du PARIF selon des modalités contenues dans le programme de sûreté de l'exploitant d'aérodrome.

La surveillance de la ZD est assurée par la sécurité civile selon des modalités contenues dans son programme de sûreté.

Les plans délimitant les limites CV/ZD et ZD/PCZSAR sont disponibles auprès de l'exploitant d'aérodrome et de la délégation de la DSAC.SE en Corse.

Article 9 : Zone délimitée temporaire

Il peut être activé, devant le portail GTA, une zone délimitée temporaire. Les plans délimitant cette zone délimitée temporaire sont disponibles auprès de l'exploitant d'aérodrome et de la délégation de la DSAC.SE en Corse.

Cette zone est éligible aux critères du règlement (UE) n° 1254/2009 modifié et répond aux mesures de sûreté dérogatoires définies sur la base d'une évaluation du risque. La zone délimitée peut être activée pour permettre les catégories de trafics prévues dans le cadre dérogatoire.

L'activation de la zone délimitée temporaire doit faire l'objet de l'accord du délégué de la DSAC.SE en Corse ou de son représentant. Les modalités de gestion de cette zone sont définies dans les dispositions particulières à l'arrêté préfectoral (diffusion restreinte).

TITRE II

ACCES, CIRCULATION ET STATIONNEMENT AU COTE PISTE

Article 10 : Conditions générales d'accès

Aucun accès au côté piste ou à l'un de ses secteurs, qu'il soit pratiqué sur les clôtures ou à l'intérieur des bâtiments ne peut être créé sans l'autorisation préalable du délégué de la DSAC.SE en Corse. La liste des emplacements et des gestionnaires d'accès communs et privatifs ainsi que les heures, modalités et restrictions d'utilisation, sont publiés dans les mesures particulières d'application du présent arrêté (à diffusion restreinte).

Les nouveaux aménagements ainsi que les modifications, même momentanées, des installations aéroportuaires délimitant les limites entre les différentes zones, sont soumis à l'accord préalable de l'exploitant d'aérodrome après dispositions établies par le délégué de la DSAC.SE en Corse et avis des services de l'Etat (SCE).

Les avant-projets sommaires de travaux ou de fournitures concernant l'emprise aéroportuaire sont communiqués par l'exploitant d'aérodrome au délégué de la DSAC.SE en Corse lorsqu'ils ont une répercussion sur la sécurité ou la sûreté aéroportuaire. Le délégué de la DSAC.SE en Corse dispose du droit, dans un délai de deux mois, de prescrire ou de recommander les modifications qu'il juge nécessaires ou souhaitables pour des motifs qu'il fait connaître.

Les travaux exécutés au côté piste font l'objet de consignes particulières établies en concertation avec l'exploitant d'aérodrome et le service concerné du point de vue de l'accès et de la circulation des personnes, après avis du délégué de la DSAC.SE en Corse et des services compétents de l'Etat.

Quatre (4) types d'accès au côté piste sont recensés :

les accès communs : ensemble des points de passage des personnes, des véhicules, du fret ou des biens et produits entre le côté ville et le côté piste, dès lors que ces points de passage sont utilisables par les usagers de l'aérodrome.

les accès privatifs : donnant accès exclusivement à une entreprise, un organisme ou un groupement identifié d'entreprises ou d'organismes situés au côté piste. Ces accès ne peuvent pas être empruntés par les passagers.

les accès d'exploitation : accès utilisés pour les phases d'embarquement ou de débarquement des passagers, de leurs bagages.

les portails de secours : destinés en outre à l'évacuation des personnes en cas d'incident majeur doivent être équipés de dispositifs permettant d'assurer les fonctions de sûreté et de sécurité.

L'exploitation et la surveillance de chaque accès sont confiées à une personne morale :

- l'exploitant d'aérodrome pour les accès communs, les accès d'exploitation et les portails de secours ;
- l'entreprise ou l'organisme concerné pour ses accès privés.

En l'absence d'un contrôle permanent, les accès extérieurs doivent être maintenus en position fermée et verrouillée. Les accès situés dans les bâtiments doivent être fermés et verrouillés. Ils doivent être surveillés et contrôlés pendant toute la durée de leur utilisation qui doit être limitée aux seuls besoins d'exploitation.

Chapitre 1 – Dispositions relatives aux personnes

Article 11 : conditions d'accès au côté piste

Les passagers commerciaux et les personnes admises, en raison de leurs fonctions, à pénétrer et à circuler en partie critique de la zone de sûreté à accès réglementé (PCZSAR) doivent être munis d'un titre de circulation ou document équivalent en cours de validité. Ils doivent également présenter un document attestant de leur identité ou se soumettre à un dispositif d'identification biométrique.

Le temps de présence des personnes sur l'aérodrome est limité à la durée de leur service, de leur mission ou, en ce qui concerne les usagers, à la période nécessaire aux opérations liées au transport aérien.

La délivrance d'un titre de circulation aéroportuaire permanent est subordonnée à la possession d'une habilitation préfectorale, à la justification d'une activité au côté piste, ainsi qu'à la présentation d'une attestation individuelle de formation à la sûreté ou une formation équivalente.

Les autorisations d'accès permettant de circuler en zone côté piste de l'aérodrome de Bastia sont les suivantes :

pour les personnels :

- le titre de circulation NATIONAL ;
- le titre de circulation DSAC.SUD EST ;
- le titre de circulation CORSE - COTE D'AZUR ;
- le titre de circulation CORSE ;
- le titre de circulation BASTIA ;
- le titre de circulation « accompagné » ;
- le titre de circulation temporaire ;
- le titre de circulation « restreint ».

pour les navigants :

- un certificat de membre d'équipage ou une licence de navigant.

pour les élèves pilotes :

- un document justifiant d'une entrée en formation.

pour les passagers des vols commerciaux :

- le titre de transport, la carte d'embarquement valable, un billet collectif ou un manifeste de passagers.

pour les pilotes privés et pour les besoins d'un vol uniquement :

- la licence de pilote.

pour les passagers embarquant à bord d'un aéronef privé :

- l'accompagnement du pilote.

En complément de l'une des autorisations ci-dessus, les personnes doivent être en mesure de présenter l'un des documents suivants pour attester de leur identité : carte nationale d'identité, passeport, titre de séjour ou permis de conduire. Cette disposition s'applique également aux personnels navigants des compagnies titulaires d'une licence d'exploitation délivrée par la France ou les compagnies disposant d'une base d'exploitation en France, disposant d'un certificat de membre d'équipage sécurisé biométrique « CMC BIO » dans le cas d'un contrôle biométrique impossible ou en cas d'échecs successifs.

Les titres de circulation autorisés sur la plateforme de Bastia ainsi que leurs conditions de délivrance et de restitution sont décrits dans les mesures particulières d'application du présent arrêté (MPA01BIA).

Les cartes professionnelles délivrées par les services de police, de gendarmerie, de l'aviation civile ainsi que les commissions d'emploi délivrées par le service des douanes, les cartes professionnelles des entreprises utilisant ou occupant le côté piste sont acceptées en tant que justificatif d'identité pour l'accès et la circulation au côté piste après validation par le délégué de la DSAC.SE en Corse et avis des SCE. L'exploitant définit dans son programme de sûreté les cartes professionnelles des entreprises utilisant ou occupant le côté piste acceptées pour l'accès et la circulation au côté piste. Les mentions suivantes : nom, prénom et photo du titulaire, employeur doivent obligatoirement figurer sur les cartes professionnelles.

Article 12 : Accès à la zone délimitée (ZD) de la sécurité civile

Les accès à la ZD sécurité civile depuis le côté ville sont placés sous la responsabilité de la sécurité civile qui définit, dans son programme de sûreté, les modalités d'accès à cette zone et sa protection.

Article 13 : Modalités d'inspection filtrage des personnes et des objets transportés en PCZSAR

L'entrée en PCZSAR est subordonnée à une inspection filtrage à 100 % sauf exemptions listées dans les mesures particulières d'application au présent arrêté (à diffusion restreinte).

Les personnes autres que les passagers et les objets qu'elles transportent qui quittent temporairement la PCZSAR n'ont pas à être soumis à une inspection filtrage à leur retour s'ils ont fait l'objet d'une observation constante suffisante pour garantir qu'ils n'introduisent pas d'articles prohibés dans la PCZSAR.

Article 14 : Conditions de délivrance et de restitution des titres de circulation aéroportuaires (TCA) soumis à habilitation

14.1. Conditions de délivrance

Les entreprises ou les organismes autorisés par l'exploitant d'aérodrome à occuper ou utiliser le côté piste, ainsi que l'ensemble des SCE formulent leurs demandes de titre de circulation et d'habilitation au profit de leurs salariés ou de leurs sous-traitants auprès du service dédié de l'exploitant d'aérodrome. Pour les titres de circulation aéroportuaires (TCA) de l'aérodrome de Bastia, l'exploitant d'aérodrome donne accès aux entreprises au portail de dématérialisation STITCH qui permet la saisie, la transmission et le suivi des demandes de TCA et d'habilitation.

Les demandes de titres de circulation aéroportuaire soumis à habilitation, sont validées dans le portail STITCH :

- par la délégation de la DSAC.SE en Corse pour ce qui concerne l'attribution des secteurs sûreté et fonctionnel,
- et
- par la DIDPAF après réalisation de l'enquête d'habilitation.

Les modalités de délivrance des TCA soumis à habilitation sont précisées dans les mesures particulières d'application du présent arrêté (MPA01-BIA).

La délivrance des TCA interrégionaux fait l'objet de dispositions particulières définies par le DSAC.SE.

14.2. Conditions de restitution

Les conditions de restitution des TCA et des laissez-passer des véhicules (LP) sont définies dans les mesures particulières d'application du présent arrêté (MPA02-BIA).

La non-restitution d'un titre de circulation aéroportuaire dans les délais impartis peut faire l'objet d'un constat de manquement relevé par les services compétents de l'Etat et d'une amende administrative d'un montant maximal de 750 euros ou d'une suspension du titre de circulation pour une durée de 30 jours.

Article 15 : Conditions de délivrance et de restitution des titres de circulation aéroportuaires (TCA) non soumis à habilitation

15.1. Titres de circulation « accompagné »

La gestion, le suivi et la délivrance des titres de circulation « accompagné » sont du ressort de la brigade de gendarmerie des transports aériens et du service de la police aux frontières. Ces deux services sont les dépositaires de ces titres. Les modalités de délivrance de ces titres de circulation sont définies dans les mesures particulières d'application du présent arrêté ((MPA01-BIA).

15.2. Titres de circulation temporaires

Lorsque le demandeur est déjà titulaire d'un titre de circulation soumis à habilitation nationale en cours de validité et lui permettant d'accéder au côté piste d'un aéroport il pourra lui être délivré un titre de circulation temporaire l'autorisant à circuler sans accompagnement uniquement dans le ou les secteurs figurant sur son titre de circulation principal. Les modalités de délivrance des titres de circulation temporaires sont définies dans les mesures particulières d'application du présent arrêté ((MPA01-BIA).

Article 16 : Obligations des personnes morales et des personnes physiques

Les personnes sont tenues d'accéder au côté piste par les accès autorisés et de respecter les procédures fixées pour chaque accès et notamment de se soumettre aux dispositions du contrôle.

La personne morale est tenue :

- de s'assurer que la personne physique à qui elle a confié le soin d'accompagner au côté piste une personne s'acquitte de sa tâche d'accompagnement en permanence pendant toute la durée de la présence de la personne accompagnée au côté piste.
- lorsqu'elle est titulaire d'une autorisation d'activité côté piste, de déclarer immédiatement à l'exploitant d'aéroport toute modification intervenant dans le statut de l'entreprise ou dans l'effectif du personnel lorsque ces évolutions impliquent la fin de validité d'un titre de circulation ou la modification des domaines accessibles.

- de déclarer immédiatement au service de la police aux frontières ou de la brigade de gendarmerie des transports aériens et à la délégation de la DSAC.SE en Corse le changement d'activité d'une personne pour laquelle elle a formulé la demande de titre de circulation aéroportuaire, lorsque cette personne ne justifie plus d'une activité au côté piste.

Le titulaire d'un titre de circulation aéroportuaire est tenu :

- de le porter de manière apparente pendant le temps de sa présence au côté piste ;
- de rester en présence de la personne qui a été désignée pour son accompagnement s'il possède un titre de circulation « accompagné » ;
- de présenter immédiatement, au gestionnaire des TCA et des LP, la déclaration de perte ou de vol de son titre de circulation que les services de l'Etat (PAF ou GTA) lui auront délivrée
- de restituer immédiatement à son employeur lorsque son habilitation lui est retirée ou lorsqu'il n'exerce plus l'activité au côté piste qui a justifié la délivrance de son titre de circulation aéroportuaire. A l'issue, l'organisme ou l'entreprise doit adresser, immédiatement au service d'accueil du public de l'exploitant d'aérodrome, le titre de circulation aéroportuaire.

Article 17 : Conditions d'import d'outils de travail ainsi que les obligations des personnes ayant une activité professionnelle au côté piste

Les personnes, autres que les passagers, peuvent introduire en zone de sûreté à accès réglementé les outils de travail et autres objets coupants ou pointus sans formalisme particulier et sans avoir à présenter d'autorisation individuelle.

Elles ont l'obligation de veiller à ce que ces objets ne soient pas accessibles aux passagers.

L'introduction en PCZSAR des articles relevant des quatre catégories recensées dans l'appendice 1 A de l'annexe au RE 2015/1998 est interdite, sauf dérogation fondée sur un besoin professionnel et formalisée par une autorisation nominative. Les catégories d'objets prohibés recensées dans l'appendice 1.A sont précisées dans les mesures particulières d'application du présent arrêté (à diffusion restreinte).

Pour toute demande de délivrance d'une autorisation d'introduction en PCZSAR d'un ou plusieurs objets relevant de ces catégories (A, B, C ou D), le correspondant sûreté de l'entreprise à l'origine de la demande doit prendre contact avec l'exploitant d'aérodrome.

L'exploitant d'aérodrome fournit au personnel de sûreté chargé de l'inspection filtrage une liste des organismes autorisés à pénétrer, pour l'exécution de leur travail, en PCZSAR avec des articles prohibés énumérés à l'appendice 1.A. Une copie de cette liste est communiquée aux services de l'Etat (DIDPAF/GTA/Délégation), pour information.

Article 18 : Catégories de personnes pouvant bénéficier d'une exemption des mesures d'inspection filtrage

Les cas particuliers des personnes autres que les passagers pouvant bénéficier d'une exemption d'inspection filtrage sont listés et précisés dans les mesures particulières d'application (diffusion restreinte).

Chapitre 2 – Dispositions relatives aux véhicules

Article 19 : Conditions générales d'accès au côté piste

Sont autorisés à circuler, dans tout ou partie du côté piste, dans les conditions définies dans le présent arrêté, les véhicules de services et engins spéciaux :

- du service d'incendie et de secours (SIS) ;
- du service de secours de lutte contre les incendies d'aéronefs (RFFS/SPPA) ;
- des services de gendarmerie, de police, des douanes, de la Sécurité Civile, et de la direction générale de l'aviation civile (DGAC) ;
- des véhicules militaires du 2^{ème} REP ;

- des véhicules utilisés pour intervenir contre une menace sérieuse visant des personnes ou des biens ;
- des services ou entreprises chargés de l'entretien et/ou de la surveillance de la plateforme ;
- des sociétés de distribution de carburant pour l'aviation ;
- de l'exploitant d'aérodrome ;
- des entreprises de transport aérien ;
- du SAMU ;
- de Météo France ;
- des services de la Collectivité de Corse (Direction des ports et aéroports, démoustication).

Les véhicules personnels ne sont pas autorisés à accéder au côté piste.

Tous les véhicules immatriculés non captifs pénétrant au côté piste doivent posséder une autorisation d'accès. Cette autorisation permanente est validée par les SCE et remise par le gestionnaire des TCA et des LP. Cette autorisation, propre à chaque véhicule, a une validité maximum de 13 mois pour les entreprises autorisées à occuper la PCZSAR et de trois (3) ans pour les véhicules des services de l'Etat.

Les conditions de délivrance, les caractéristiques des laissez-passer des véhicules et les modalités de restitution de ces derniers sont précisées dans les mesures particulières d'application jointes au présent arrêté (MPA02-BIA).

Le conducteur d'un véhicule titulaire d'un laissez-passer ne sera autorisé à circuler au côté piste que dans le ou les secteurs indiqués sur son titre de circulation aéroportuaire.

La personne à qui a été confié le soin d'accompagner au côté piste un véhicule muni d'un laissez-passer temporaire est tenue de rester en présence constante du véhicule déclaré pendant tout le temps de son déplacement.

Article 20 : Modalités d'inspection filtrage des véhicules en PCZSAR

La pénétration en PCZSAR est subordonnée à une inspection filtrage à 100 %, sauf exemptions et dispositions particulières relatives aux véhicules occasionnels et certains véhicules d'assistance ou de secours, précisées dans les mesures particulières d'application (à diffusion restreinte).

TITRE III

CAS PARTICULIERS

Article 21 : Transport des urnes funéraires en cabine d'un aéronef

Le transport des urnes funéraires en cabine d'un aéronef commercial est possible sous certaines conditions dans les cas suivants :

1. l'urne scellée est réalisée dans un matériau non opaque aux rayons X (par exemple en bois) :

L'urne est inspectée filtrée par un appareil d'imagerie radioscopique et, en l'absence d'objet interdit, est transportée en cabine de l'aéronef. Néanmoins, elle doit être accompagnée du certificat de crémation émanant du funérarium. Ce document mentionne :

- le numéro d'estampille (numéro de crémation) ;
- le nom et prénom de la personne ;
- la date de crémation.

2. l'urne scellée est réalisée dans un matériau opaque aux rayons X. Elle est accompagnée du certificat de crémation émanant du funérarium. Ce document mentionne :

- le numéro d'estampille (numéro de crémation) ;

- le nom et prénom de la personne ;
- la date de crémation.

L'urne est embarquée en cabine de l'aéronef après vérification des documents officiels par les agents de sûreté. En cas de doute, le service compétent de l'Etat sur l'aérodrome est immédiatement avisé.

3. l'urne est réalisée dans un matériau opaque aux rayons X et/ou n'est pas scellée. Elle n'est pas accompagnée du certificat de crémation émanant du funérarium.
L'urne ne peut pas être embarquée en cabine de l'aéronef et le service compétent de l'Etat sur l'aérodrome sera immédiatement avisé.

Article 22 : Journées portes ouvertes et autres évènements

Toute organisation d'évènement particulier au côté piste doit faire l'objet d'une demande écrite adressée à la préfecture de la Haute-Corse et en copie à la délégation de la DSAC.SE en Corse au moins un (1) mois avant cet évènement. Le traitement de cette demande devra faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'utilisation partielle ou temporaire d'une partie du côté piste en côté ville pour la durée de l'évènement.

Les modalités de dépôt des dossiers « Journées portes ouvertes et autres évènements » sont précisées dans les mesures particulières d'application (MPA03-BIA).

Le non respect des délais d'envoi du dossier complet dans les délais impartis fera l'objet d'un refus systématique pour les dates prévues.

Article 23 : Chantiers

Toute organisation de chantiers par les occupants du côté piste doit faire l'objet d'une demande écrite adressée conjointement à la délégation de la DSAC.SE en Corse et à l'exploitant d'aérodrome au moins quatre (4) mois avant le début du chantier.

Par chantier, on entend les opérations de construction, de rénovation ou de réaménagement significatif de bâtiments, d'infrastructures et de réseaux par nature programmées à l'avance.

Cette déclaration a pour objectif l'approbation, par les services compétents de l'Etat, des mesures de sûreté et de sécurité proposées, ainsi que l'identification des différents intervenants (listes des sociétés, personnes, véhicules, etc...) afin de pouvoir délivrer les titres d'accès (personnes et véhicules) préalablement nécessaires à la tenue du chantier.

Tout chantier intervenant au côté piste et nécessitant une modification des zones ou des accès devra faire l'objet d'un arrêté préfectoral spécifiant les mesures de sûreté adoptées.

Les modalités de dépôt des dossiers « chantiers » sont précisées dans les mesures particulières d'application. (MPA03-BIA)

Article 24 : Visites

Au sens du présent document, on désigne par visite l'accès de groupes de personnes dans un but de découverte ou d'observation des infrastructures, des matériels ou de l'activité au côté piste.

Les visites doivent faire l'objet d'une demande préalable adressée à l'exploitant d'aérodrome, à la délégation de la DSAC.SE en Corse, à la GTA et à la DIDPAF. La demande doit parvenir au minimum 5 jours ouvrés avant la date prévue de la visite.

Une liste sera annexée à la demande et devra mentionner le nom, le prénom, la date et le lieu de naissance et l'entité de chaque personne accompagnée.

Article 25 : Fermage

A l'exception des services d'entretien de l'aérodrome, peuvent seuls procéder à des travaux de fauchage ou de culture, les titulaires d'une autorisation d'occupation temporaire de terrains nus réservés à cette destination, qui leur ont été accordées par l'exploitant d'aérodrome.

Le fermage n'est pas autorisé sur l'aérodrome.

Article 26 : Battues administratives

L'exercice de la chasse est interdit en tout temps sur l'emprise de l'aérodrome.

Toutefois, et si besoin est, des battues administratives pourront être demandées dans les formes réglementaires à l'initiative de l'exploitant d'aérodrome auprès de l'autorité préfectorale, en tenant informé la DIDPAF de cette démarche.

L'exploitant fournit à la délégation de la DSAC.SE en Corse et à la brigade de gendarmerie des transports aériens, une semaine avant la date de la battue, la liste nominative de tous les participants ainsi que la liste des véhicules devant pénétrer au côté piste. Un registre est mis en place par le SPPA mentionnant la liste des participants, la date et le créneau horaire de la battue administrative, les numéros d'armes utilisées par les chasseurs et, à la fin de la battue, le nombre d'animaux prélevés. Le personnel du SPPA ainsi que le chef de la BGTA signent conjointement le registre à la fin de la battue administrative.

La brigade de gendarmerie des transports aériens établit un relevé des armes à l'entrée du côté piste qu'elle vérifie à la sortie.

LIVRE II

TITRE I

ACCES, CIRCULATION ET STATIONNEMENT AU COTE VILLE

Article 27 : Accès et circulation au côté ville

L'accès et la circulation des personnes au côté ville sont libres.

Le préfet ou son représentant, la DIDPAF, peut, si les circonstances l'exigent, interdire totalement ou partiellement l'accès au côté ville des personnes, ou limiter l'accès à certains locaux aux personnes dont la présence se justifie par une obligation professionnelle. Il avisera immédiatement l'exploitant d'aérodrome, les services de police, de gendarmerie et la délégation de la DSAC.SE en Corse des mesures prises.

Article 28 : Conditions de circulation et de stationnement des véhicules

L'accès des véhicules au côté ville est limité aux véhicules des usagers et visiteurs de l'aérodrome. La vitesse y est réglementée.

L'exploitant d'aérodrome fixe les conditions et limites de circulation et de stationnement sur l'aérodrome, et notamment :

- a) les limites des parcs publics ;
- b) les emplacements affectés aux véhicules officiels, aux véhicules de service et aux véhicules des personnels travaillant sur l'aérodrome autorisés à y stationner ;
- c) les emplacements spécifiques affectés aux taxis, voitures de louage, limousines, véhicules de remise et véhicules de transport en commun autorisés ainsi que les conditions d'utilisation de ces différents emplacements ;
- d) les limites des zones affectées aux occupants en titre du domaine public ;
- e) les restrictions de circulation et de stationnement.

Le stationnement des véhicules est soumis aux conditions générales suivantes :

- les véhicules ne doivent stationner qu'aux emplacements réservés à cet effet, tant côté ville que côté piste. Tout stationnement est interdit en dehors de ces emplacements ainsi que sur les emplacements affectés à usage exclusif, sauf en ce qui concerne ces derniers par leurs titulaires ;
- il est créé au bénéfice des personnes à mobilité réduite, titulaires de la carte grand invalide de guerre (GIG) ou grand invalide civil (GIC), des emplacements de stationnement réservés faisant l'objet d'une signalisation réglementaire conformément aux textes en vigueur ;
- la durée du stationnement est strictement limitée à la durée de la présence sur l'aérodrome de la personne qui utilise le véhicule ou, s'il s'agit de véhicules appartenant à des passagers aériens, à la période comprise en leur départ et leur retour ;
- cette disposition ne concerne pas les véhicules de service ou appartenant aux personnels logés sur l'aérodrome lorsqu'ils stationnent aux emplacements qui leur sont affectés, ni aux véhicules stationnant dans des parcs ou installations à usage exclusif ;
- le stationnement peut, selon les emplacements, être limité à une durée particulière, annoncée par une signalisation appropriée ;
- sur prescription d'un officier de police judiciaire (GTA ou DIDPAF), de sa propre initiative ou éventuellement à la demande de l'exploitant de l'aérodrome, et conformément aux dispositions du code de la route, les véhicules et engins en stationnement irrégulier ou susceptibles d'entraver la circulation et la sécurité sur l'emprise de l'aérodrome peuvent être enlevés suivant le descriptif de l'état général du véhicule préalablement établi par l'autorité de police habilitée à prononcer la mise en fourrière ;

- les véhicules sont placés en fourrière. Ils ne sont rendus à leurs propriétaires qu'après le remboursement des frais exposés pour leur enlèvement et paiement d'une redevance pour emplacement occupé ;
- les véhicules et engins enlevés des secteurs sous contrôle de frontières doivent être présentés au contrôle douanier avant d'être transférés côté ville. L'enlèvement des véhicules immatriculés à l'étranger ou sous régime suspensif, qui seraient abandonnés côté ville, est subordonné à la même obligation ;
- il est interdit de procéder à des réparations ou à des nettoyages de véhicules sur l'ensemble des parcs de stationnement réservés au public ;
- l'usage des parcs de stationnement réservés aux véhicules privés et des emplacements réservés aux taxis, aux voitures de louage, aux véhicules de transport en commun, aux limousines et véhicules de grande remise peut être subordonné au paiement d'une redevance.

Stationnement.

Le stationnement des véhicules est interdit côté ville en dehors des parcs et emplacements prévus à cet effet. Toutefois, l'arrêt est toléré devant l'aérogare sur la voie réservée à cet effet durant la dépose des passagers et la prise de leurs bagages, le conducteur devant rester aux commandes du véhicule. Tout stationnement sur cette voie est réputé gênant au sens de l'article R.417-10 § II, alinéa 10 du code de la route.

Tout véhicule en stationnement gênant, abusif ou dangereux ou tout véhicule entravant ou gênant la circulation est susceptible d'être mis en fourrière.

Côté ville, les 9 parcs de stationnement définis ci-dessous sont mis à disposition des usagers :

- stationnement non payant : P0
- stationnement des véhicules de location : P1
- stationnement payant : P2
- stationnement des véhicules de transport de fret et des agents travaillant en aérogare de fret : P3
- stationnement des véhicules de transport en commun autorisés : P4
- stationnement des taxis autorisés : P5
- stationnement des véhicules officiels : P6
- stationnement des personnels travaillant sur l'aérodrome et autorisés à y stationner : P7
- stationnement du poste d'accès routier en zone côté piste : PARIF.

Article 29 : Dispositions spécifiques à la circulation dans les secteurs sous contrôle de frontières

L'accès aux secteurs sous contrôle de frontières ou de douanes n'est autorisé que par les passagers reconnus à cet effet et pendant les horaires prévus.

Les salles d'arrivée et départ internationaux, placées sous le contrôle du service des douanes, de la DIDPAF et de la DDASS (Direction départementale des affaires sanitaires et sociales), ainsi que leurs annexes et locaux affectés au transit, ne sont accessibles qu'aux passagers, aux équipages, aux personnels des services publics de l'aérodrome, à celui des sociétés d'assistance et des transporteurs aériens ainsi qu'aux personnes autorisées à y pénétrer pour raison de service.

A l'entrée de l'espace Schengen, les ressortissants des pays tiers ont l'obligation de se soumettre à une vérification approfondie des conditions de leur séjour ainsi que des documents l'autorisant. Ces vérifications sont effectuées également à la sortie de l'espace Schengen.

L'exploitant d'aérodrome doit dès qu'il a connaissance de mouvements transfrontaliers mettre en place les mesures propres à assurer l'effectivité du contrôle par le service de la police aux frontières.

TITRE II

CIRCULATION SUR L'AIRE DE MOUVEMENT

Article 30 : Conditions générales d'accès et de circulation

L'aire de mouvement comprend :

- l'aire de manœuvre composée d'une piste, des voies de circulation, ainsi que leurs zones de servitudes ;
- les aires de trafic destinées aux aéronefs pour les besoins de l'embarquement ou le débarquement des passagers, le chargement ou le déchargement de la poste ou du fret, l'avitaillement ou la reprise du carburant, le stationnement ou l'entretien. Ces aires sont matérialisées sur la plateforme et figurent en annexe du présent arrêté ;
- les surfaces encloses par ces ouvrages.

L'accès à l'aire de mouvement est strictement réservé aux personnes autorisées à cet effet.

En raison des procédures et aménagements spéciaux liés à l'activité aéronautique, des dispositions particulières s'appliquent à la circulation côté piste. Les conducteurs de véhicules circulant côté piste sont tenus de se conformer à ces règles particulières et notamment au respect de la signalisation horizontale et verticale en place, ainsi qu'à celle spécifique édictée par les arrêtés temporaires (travaux, conditions spéciales de circulation).

Les déplacements des véhicules autorisés doivent être limités aux besoins du service.

Ces véhicules doivent être équipés par chaque entreprise des dispositifs de signalisation en vigueur, en particulier de gyrophares, d'un dispositif de liaison radiophonique bilatérale avec la tour de contrôle, ou être convoyé par un véhicule équipé de ceux-ci.

L'usage des feux de route est interdit en toutes circonstances. Pour circuler de jour comme de nuit, seuls les feux de croisement sont autorisés.

Les feux de croisement et le gyrophare des véhicules doivent fonctionner pendant la totalité de la présence sur l'aire de manœuvre.

Les conducteurs de véhicules et engins circulant ou stationnant au côté piste sont tenus d'observer les règles générales de la circulation édictées par le code de la route. Ils doivent être titulaires du permis de conduire en état de validité pour les catégories de véhicules pour lesquelles le permis est exigible. Les conducteurs d'engins de manutention, immatriculés ou non, pour lesquels le permis de conduire n'est pas exigible, doivent être titulaires d'une autorisation de conduite spécifique au type d'engin, délivrée par leur employeur. Cette autorisation de conduite est distincte de l'autorisation de conduire un véhicule en côté piste de l'aérodrome décrite à l'article 19 du présent arrêté.

De telle façon que le conducteur reste maître de son véhicule, la vitesse est limitée à :

- **5 km/h dans les zones de chargement et de déchargement des bagages et les zones d'évolution adjacentes ;**
- **20 km/h sur les aires de trafic ;**
- **60 km/h sur l'aire de manœuvre, sauf obligation particulière ;**
- **20 km/h sur la voie de service.**

Les conducteurs laissent, en toutes circonstances, la priorité aux aéronefs en mouvement, aux aéronefs tractés, aux passagers, ainsi qu'aux véhicules en cours d'intervention de secours ou de sauvetage sans préjudice en ce qui concerne ces derniers des dispositions particulières concernant leur priorité vis-à-vis des aéronefs. Ils obéissent aux injonctions données à cet effet par les agents du prestataire de service de la navigation aérienne. Les conducteurs circulant sur les voies de circulation avion restent responsables de la prévention des collisions avec les aéronefs.

Ils doivent, de même, obtempérer aux injonctions que peuvent leur donner les agents assermentés de la direction générale de l'aviation civile, les personnels de la gendarmerie des transports aériens, de la police aux frontières.

Les conducteurs sont tenus, en outre, de se conformer aux consignes d'utilisation des véhicules et engins fixées par l'exploitant d'aérodrome pour les opérations d'escale afin que celles-ci puissent être assurées dans les meilleures conditions de sécurité et de sûreté.

Les aéronefs en mouvement, tractés ou non, sont prioritaires en toutes circonstances. Les passagers circulant à pied entre les aérogares et les aéronefs ont priorité sur les véhicules, sauf lorsque l'agent chargé de les accompagner interrompt leur circulation pour laisser le passage aux véhicules.

Les conducteurs abordant les routes de service laissent la priorité aux véhicules déjà présents sur ces voies.

Toute personne exerçant une activité pédestre sur l'aire de mouvement doit porter un vêtement de signalisation à haute visibilité de classe 2 ou 3, conforme à la norme européenne EN 471. Ce vêtement doit permettre le port du titre apparent en toutes circonstances. Cette obligation ne s'applique pas aux passagers, et, dans l'exercice de leurs fonctions, aux personnels des services de secours, de douane, de police et militaires en uniforme.

Les passagers circulant sur l'aire de trafic sont obligatoirement accompagnés par du personnel de l'exploitant de l'aéronef ou d'un assistant en escale. Les passagers sont alors placés sous leur responsabilité.

Les personnes autorisées et circulant à pieds ou en véhicule sur l'aire de mouvement doivent avoir reçu de leur employeur une formation relative aux risques inhérents aux activités en milieu aéroportuaire où ils sont amenés à travailler, et être titulaires d'une autorisation s'y afférant :

- Formation sécurité pour les personnes non titulaires d'autorisation de conduite ;
- Formation sécurité et autorisation de conduite CAM / CAT / ou CRS.

L'exploitant veille à ce que les personnes non accompagnées opérant sur l'aire de mouvement ou toute autre aire opérationnelle de l'aérodrome soient formées de manière adéquate. Les employeurs transmettent à l'exploitant d'aérodrome :

- des attestations de formation sécurité pour les personnes non titulaires d'autorisation de conduite ;
- des attestations de formation sécurité et des autorisations de conduite (CRS, CAT et CAM) pour les autres ;
- la liste des personnes en charge de l'instruction et de l'évaluation de ces formations.

Article 31 : Dispositions spéciales relatives à la circulation sur l'aire de trafic

L'accès à l'aire de trafic est strictement réservé aux personnes habilitées à cet effet.

- a) cas général : sont autorisés à circuler dans tout ou partie du côté piste dans les conditions définies aux articles 30 et 31 du présent arrêté les véhicules disposant d'une autorisation délivrée par l'exploitant d'aérodrome. Cette autorisation est matérialisée par un laissez-passer dont les caractéristiques et les modalités de remise sont déclinées dans les mesures particulières d'application (MPA02-BIA). Chaque employeur est tenu d'apposer de façon apparente sur le véhicule cette autorisation ainsi que le logo ou le nom de l'entreprise.
- b) les véhicules spéciaux et engins captifs :
Ces véhicules, utilisés exclusivement côté piste et non immatriculés (véhicules non autorisés à circuler sur la voie publique) sont dispensés de la possession d'un laissez-passer sous réserve qu'ils portent une inscription extérieure indiquant qu'il s'agit d'un véhicule opérationnel utilisé sur cet aérodrome (logo, nom de l'entreprise)

c) les véhicules escortés par un SCE :

Les véhicules, dès lors qu'ils sont escortés par la GTA, la DIDPAF ou la Douane sont exemptés de la possession d'un laissez-passer. Les véhicules intervenant dans le cas d'une urgence vitale ou d'un transfert d'organe, sensible au facteur temps, sont systématiquement escortés par la GTA.

Les caractéristiques et les modalités de gestion et de délivrance de ces autorisations sont précisées dans les mesures particulières d'application du présent arrêté (MPA02-BIA). Cette autorisation administrative associée au véhicule ne dispense en rien le conducteur et les passagers de la possession et du port apparent d'un titre de circulation individuel.

Hormis les passagers d'aéronefs d'aviation commerciale ou générale, toutes les personnes accédant à l'aire de trafic doivent avoir reçu une sensibilisation de sécurité relative aux risques particuliers encourus à proximité des aéronefs et doivent respecter les mesures générales ou d'application du présent arrêté en matière de circulation.

La circulation des véhicules sur l'aire de trafic est strictement limitée aux mouvements des véhicules d'assistance et/ou de sécurité rendus nécessaires lors de la présence d'aéronefs en escale.

Aucun véhicule, matériel ou engin ne peut être laissé en stationnement sans surveillance sur l'aire de trafic, à l'exception de ceux rangés sur des emplacements spécifiques définis par l'exploitant d'aérodrome.

En cas d'accident ou d'incident et plus particulièrement lorsqu'un aéronef est immobilisé sur l'aire de trafic, les personnes ainsi que les véhicules de dépannage sont autorisés à accéder au côté piste, accompagné d'un personnel autorisé dans le cadre de ses fonctions ou sous la responsabilité du représentant de l'entreprise de transport aérien le cas échéant.

Sur l'aire de trafic, la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules ou engins ainsi que de leurs conducteurs est assurée par la gendarmerie des transports aériens, Toute infraction constatée peut entraîner le retrait temporaire ou définitif de l'autorisation d'accès.

31.1. Formation à la circulation sur l'aire de trafic

La formation des conducteurs de véhicules ou engins sur l'aire de trafic est assurée par leur employeur. Cette formation se compose d'une formation théorique et d'une formation pratique.

La formation théorique est effectuée sur la base d'un programme de formation spécifique à l'aérodrome établi par l'exploitant d'aérodrome et mis à la disposition de chaque employeur. Ce programme décline l'ensemble des thèmes présentés en annexe de la circulaire en vigueur, et notamment les particularités de l'aérodrome.

L'employeur définit l'organisation, le support pédagogique, la fréquence et les moyens à mettre en œuvre pour réaliser cette formation, y compris les modalités applicables en cas de recours à la sous-traitance par l'organisme de formation sous-traitant.

La formation pratique, réalisée par l'employeur, consiste en la conduite accompagnée sur l'aire de trafic, permettant aux candidats de se familiariser avec les conditions réelles d'exploitation d'un aérodrome.

31.2. Délivrance et retrait de l'attestation de suivi de formation

A l'issue de la formation définie au 31.1, s'il estime que l'agent concerné a suivi de manière complète et satisfaisante la formation appropriée pour conduire sur l'aire de trafic, l'employeur ou l'organisme auquel est sous-traitée la formation délivre à cet agent une « attestation de suivi de formation à la circulation sur l'aire de trafic » dont le modèle est

fourni par l'exploitant d'aérodrome. Si une aire de trafic comporte plusieurs zones géographiques, l'attestation précise la ou les zones dans lesquelles le conducteur peut circuler pour l'exercice de ses fonctions.

Le conducteur d'un véhicule ou d'un engin, dans l'exercice de son activité, doit pouvoir justifier du suivi de formation à tout représentant de l'autorité et à tout moment.

L'exploitant d'aérodrome se réserve la possibilité de retirer l'attestation de formation d'une personne ne respectant pas les règles de conduite sur l'aire de trafic ou d'en informer les services de l'Etat.

31.3. Information des agents sur l'évolution des conditions de circulation

Lors d'évènements nouveaux ou de changements prévus sur l'aérodrome entraînant ou étant susceptibles d'entraîner des modifications significatives des infrastructures ou des procédures d'exploitation, l'exploitant d'aérodrome diffuse les éléments d'information correspondants à ses personnels ainsi qu'aux employeurs concernés, lesquels assurent la transmission de cette information à leurs propres agents.

Des actions de sensibilisation sont également menées par l'exploitant et relayées par les employeurs concernés auprès de leurs agents, s'il s'avère que des zones géographiques ou des configurations d'infrastructure de l'aérodrome sont considérées comme potentiellement dangereuses.

Article 32 : Règles spécifiques à la circulation sur l'aire de manœuvre

L'accès à l'aire de manœuvre est strictement réservé aux personnes et aux véhicules habilités à cet effet.

Les conducteurs des véhicules doivent se conformer aux instructions de la tour de contrôle pour circuler sur l'aire de manœuvre.

- a) cas général : sont autorisés à circuler dans tout ou partie du côté piste dans les conditions définies aux articles 30 et 31 du présent arrêté les véhicules disposant d'une autorisation délivrée par l'exploitant d'aérodrome. Cette autorisation est matérialisée par un laissez-passer dont les caractéristiques et les modalités de remise sont déclinées dans les mesures particulières d'application. Chaque employeur est tenu d'apposer de façon apparente sur le véhicule cette autorisation ainsi que le logo ou le nom de l'entreprise.
- b) les véhicules spéciaux et engins captifs :
Ces véhicules, utilisés exclusivement côté piste et non immatriculés (véhicules non autorisés à circuler sur la voie publique) sont dispensés de la possession d'un laissez-passer sous réserve qu'ils portent une inscription extérieure indiquant qu'il s'agit d'un véhicule opérationnel utilisé sur cet aérodrome (logo, nom de l'entreprise).
- c) les véhicules escortés par un SCE :
Les véhicules, dès lors qu'ils sont escortés par la GTA, la DIDPAF ou la Douane sont exemptés de la possession d'un laissez-passer. Les véhicules intervenant dans le cas d'une urgence vitale ou d'un transfert d'organe, sensible au facteur temps, sont systématiquement escortés par la GTA. Les modalités d'accès de ces véhicules sont décrites dans les mesures particulières d'application du présent arrêté.

Les caractéristiques et les modalités de gestion et de délivrance de ces autorisations sont précisées dans les mesures particulières d'application du présent arrêté (MPA02-BIA). Cette autorisation administrative associée au véhicule ne dispense en rien le conducteur et les passagers de la possession et du port apparent d'un titre de circulation individuel.

En cas d'accident ou d'incident et plus particulièrement lorsqu'un aéronef est immobilisé sur l'aire de manœuvre, les personnes ainsi que les véhicules de dépannage sont autorisés à accéder au côté piste après accord du prestataire de services de la navigation aérienne, accompagné d'un personnel autorisé dans le cadre de ses fonctions ou sous la responsabilité du représentant de l'entreprise de transport aérien le cas échéant.

32.1. Stationnement sur l'aire de manœuvre

Aucun véhicule ne peut être laissé en stationnement sans surveillance sur l'aire de manœuvre.

D'une manière générale, le stationnement est strictement interdit sur l'aire de manœuvre.

Un officier de police judiciaire peut faire procéder dans les conditions réglementaires à l'enlèvement des véhicules en stationnement irrégulier sur l'aire de manœuvre de l'aérodrome, aux risques et périls de leur propriétaire, et à la mise en fourrière, en un lieu désigné par l'autorité préfectorale. Ils ne seront rendus à leur propriétaire qu'après remboursement des frais exposés pour leur enlèvement et paiement d'une redevance pour l'emplacement occupé.

32.2. Manœuvre des aéronefs

Le déplacement des aéronefs, tractés ou non tractés, sur l'aire de manœuvre est subordonné à une autorisation de la tour de contrôle. Une liaison par radio doit être maintenue avec la tour de contrôle pendant toute la durée du déplacement.

32.3. Formation à la circulation sur l'aire de manœuvre

La formation des conducteurs de véhicules sur l'aire de manœuvre est assurée soit par le prestataire de services de la navigation aérienne, soit par l'exploitant d'aérodrome, soit par un employeur tiers pouvant intervenir sur l'aire de manœuvre après accord de la délégation de la DSAC.SE en Corse.

Cette formation peut être assurée dans le cadre d'accords locaux entre l'exploitant d'aérodrome et le prestataire de services de la navigation aérienne, ainsi qu'entre l'exploitant d'aérodrome et l'employeur tiers.

L'exploitant d'aérodrome ou le prestataire de services de la navigation aérienne ou l'employeur tiers définit l'organisation, le support pédagogique, la fréquence et les moyens à mettre en œuvre pour réaliser cette formation. En cas de recours à la sous-traitance, il définit les modalités applicables par l'organisme de formation sous-traitant.

La formation se compose d'une formation théorique et d'une formation pratique.

La formation théorique est effectuée sur la base d'un programme de formation spécifique à l'aérodrome, répondant aux thèmes présentés en annexe de la circulaire en vigueur et établi par l'exploitant ou le prestataire de services de navigation aérienne. Le programme établi par l'exploitant, pour la formation spécifique à la circulation sur l'aire de manœuvre, doit recevoir l'accord du prestataire de services de navigation aérienne.

La formation pratique consiste en la conduite accompagnée sur l'aire de manœuvre, permettant aux candidats de se familiariser avec l'infrastructure, l'environnement, la radiotéléphonie, la phraséologie et les conditions réelles d'exploitation de l'aérodrome.

Les agents qui ont suivi antérieurement une formation à la circulation sur l'aire de trafic sont dispensés de la formation générale pour la circulation sur l'aire de trafic et l'aire de manœuvre.

Les agents de l'Etat amenés à intervenir sur plusieurs aérodromes doivent suivre au minimum la formation générale pour la circulation sur l'aire de trafic et sur l'aire de manœuvre, appliquée à l'un des aérodromes sur lesquels ils interviennent.

32.4. Délivrance et retrait de l'attestation de suivi de formation

A l'issue de la formation définie au 32.3, s'il estime que l'agent concerné a suivi de manière complète et satisfaisante la formation appropriée pour conduire sur l'aire de manœuvre, l'exploitant ou le prestataire de la navigation aérienne ou l'employeur tiers, ou l'organisme auquel est sous-traitée la formation, délivre à cet agent une « attestation de suivi de formation à la circulation sur l'aire de manœuvre ».

Le conducteur d'un véhicule ou d'un engin, dans l'exercice de son activité, doit pouvoir justifier du suivi de formation à tout représentant de l'autorité (DIDPAF/GTA/DSAC) et à tout moment. L'exploitant d'aérodrome se réserve la possibilité de retirer l'attestation de formation d'une personne ne respectant pas les règles de conduite sur l'aire de trafic ou d'en informer les services de l'Etat.

32.5. Information des agents sur l'évolution des conditions de circulation

Lors d'événements nouveaux ou de changements prévus sur l'aérodrome entraînant ou susceptibles d'entraîner les modifications significatives d'infrastructures ou de procédures d'exploitation, l'exploitant d'aérodrome ou le prestataire de services de navigation aérienne ou les employeurs concernés diffusent les éléments d'information correspondants à leurs agents respectifs ainsi qu'aux tiers concernés, lesquels assurent la transmission de l'information à leurs propres agents.

Des actions de sensibilisation sont également menées par l'exploitant d'aérodrome ou le prestataire de services de la navigation aérienne ou les employeurs concernés auprès leurs agents, s'il s'avère que des zones de l'aérodrome ou des configurations d'infrastructure sont considérées comme potentiellement dangereuses.

Article 33 : Dispositions particulières

Les usagers sont tenus de se conformer aux dispositions particulières prévues dans le règlement d'exploitation, le manuel des aires de trafic et le livret de sécurité élaborés par l'exploitant d'aérodrome

TITRE III

MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Chapitre 1 – Dispositions générales

Article 34 : Protection des bâtiments et des installations

Dans le cadre de la Loi et des réglementations, l'exploitant d'aérodrome est tenu de respecter les obligations de sécurité et de protection contre les incendies, y compris le contrôle périodique des extincteurs.

Le service de l'aérodrome chargé de la sécurité et de la lutte contre l'incendie doit s'assurer du respect de ces obligations.

Tout occupant doit veiller à la conformité des bâtiments et locaux avec les règles de sûreté et de sécurité, incendie notamment. Il doit s'assurer que son personnel connaît le maniement des dispositifs de lutte contre l'incendie notamment des extincteurs de premiers secours disposés dans les locaux qui lui sont affectés.

Il est formellement interdit d'utiliser les bouches d'incendie et autres moyens de secours pour un usage autre que la lutte contre l'incendie.

Toute modification d'une installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur et soumises au chef d'établissement.

Les matériaux combustibles inutilisés, tels que les emballages vides, doivent être triés et évacués dans les meilleurs délais.

Il est interdit de conserver des chiffons gras ou des déchets inflammables dans des récipients combustibles et non munis de couvercles ou ayant contenu des produits combustibles.

Article 35 : Dégagement des accès

Toutes les voies d'accès aux différents bâtiments doivent être dégagées de manière à permettre l'intervention rapide du service de sécurité contre l'incendie.

Les bouches d'incendie et leurs abords, ainsi que les différents regards de visite, quelle que soit leur nature, doivent être dégagés et accessibles en permanence.

Dans les bâtiments et hangars, les accès aux robinets d'incendie armés, aux colonnes sèches, aux organes de commande des installations fixes de lutte contre l'incendie et, en général, à tous les moyens d'extinction, doivent rester dégagés en permanence.

Les marchandises et objets entreposés à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments, ateliers, hangars, etc... doivent être rangés avec soin de telle sorte qu'ils n'entravent pas la circulation et ne constituent pas un obstacle à la reconnaissance et à l'attaque d'un foyer d'incendie.

Les sorties des bâtiments doivent être signalées par des inscriptions visibles ainsi que, le cas échéant, les chemins les plus courts qui y conduisent.

Article 36 : Chauffage

L'utilisation des poêles à combustibles liquides ou gazeux est subordonnée à une autorisation préalable du service de l'aérodrome chargé de la sécurité incendie.

Les utilisateurs doivent, avant de quitter les locaux, s'assurer qu'aucun risque d'incendie n'est à craindre, en particulier avec les radiateurs ou matériels électriques.

Article 37 : Conduits de fumée

Les occupants sont tenus de conserver en état les dispositifs d'évacuation des fumées et notamment de procéder, au moins une fois par an, au ramonage des dites installations. Nonobstant le respect des règlements sanitaires pour les dispositifs des restaurants et des cantines, ceux-ci doivent être ramonés semestriellement. De même les filtres à graisse installés sur l'extraction des cuisines doivent être nettoyés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 38 : Permis de feu

Il est interdit d'allumer des feux à flamme nue, d'utiliser des appareils à flamme nue tels que des lampes à souder, chalumeaux, etc., sans l'accord préalable du service chargé de la sécurité contre l'incendie qui délivre, le cas échéant, un permis de feu fixant les instructions de sécurité appropriées.

Article 39 : Produits inflammables et explosifs

Le stockage, le transport des carburants et de tout autre produit inflammable, explosif ou volatile doit s'effectuer selon les règles inhérentes à chaque produit et être en conformité avec la législation en vigueur. Copie du récépissé de conformité avec la législation, notamment celle concernant les installations classées sera fournie à toute demande de l'administration de l'aviation civile.

Il est formellement interdit de constituer, à l'intérieur des hangars ou bâtiments provisoires, des réserves de produits hydrocarbures. Toutefois, les dispositifs agréés de transport, de stockage et de distribution de carburant pour les aéronefs ne sont pas concernés par cette mesure.

Dans les locaux où les produits inflammables sont normalement employés (ateliers de peinture, salles de nettoyage, etc.), la quantité de ces produits admise dans le local doit respecter la législation en vigueur et en tout cas ne doit pas dépasser celle qui est nécessaire à une journée de travail.

Tous ces produits doivent être enfermés dans des bidons ou des boîtes métalliques hermétiques et placés en dehors de la pièce où ils sont normalement utilisés. Leur transvasement est interdit à l'intérieur de ces locaux.

Chapitre 2 – Précautions à prendre à l'égard des aéronefs et des véhicules

Article 40 : Interdiction de fumer

Il est formellement interdit de fumer ou faire usage de briquet ou d'allumettes dans l'aérogare, sur l'aire de mouvement (aire de manœuvre et aire de trafic) ou d'autres zones d'exploitation ou zone de l'aérodrome ou du carburant ou tout autre matériaux inflammable est stocké, dans les hangars, dans les ateliers où sont manipulées des matières inflammables, à proximité des véhicules, des aéronefs, des camions citernes et des soutes à essence. L'exploitant d'aérodrome peut définir une zone autorisée qu'il mentionne dans le règlement d'exploitation.

Article 41 : Dégivrage et nettoyage des aéronefs

Le dégivrage des aéronefs à l'aide de produits autorisés est effectué conformément à la réglementation en vigueur, après autorisation de l'exploitant d'aérodrome.

La vidange du trop-plein des véhicules ou des produits usagés n'est autorisée que dans les équipements destinés à cet effet.

Le nettoyage extérieur des aéronefs est interdit.

Les conditions dans lesquelles peuvent être effectuées les opérations d'antigivrage sur les postes de stationnement avions sont fixées dans le règlement d'exploitation de l'exploitant d'aérodrome.

Afin de mettre en place les procédures de protection contre les pollutions des eaux pluviales, les quantités, le type de produit utilisé, leur taux de dilution sont tenus à disposition de l'exploitant de l'aérodrome.

Article 42 : Consommation d'alcool et de substances psychoactives ayant des effets sur la vigilance

Pour des raisons de sûreté et de sécurité, l'introduction et la consommation d'alcool et de substances psychoactives ayant des effets sur la vigilance est interdite en zone côté piste.

Il est formellement interdit, pour les personnels impliqués dans l'exploitation et l'entretien de l'aérodrome, le sauvetage et la lutte contre l'incendie des aéronefs, ainsi que pour les personnels non accompagnés opérant sur l'aire de mouvement ou sur d'autres zones opérationnelles de l'aérodrome du type notamment stockage de carburant, de :

- consommer de l'alcool durant leur période de service ;
- réaliser des activités sous l'influence de l'alcool, ou de substances psychoactives ayant des effets sur la vigilance, ou bien de tout médicament pouvant avoir des effets notoires sur ses capacités qui seraient susceptibles de compromettre la sécurité aéroportuaire.

Les sociétés intervenant sur l'aire de mouvement et les zones opérationnelles de l'aérodrome côté piste sont tenues de veiller au respect de ces mesures par la mise en œuvre des actions nécessaires telles que l'inscription de ces interdictions dans le Règlement Intérieur ou tout autre document applicable à leur personnel.

Une exception est faite pour les entreprises exerçant leur activité côté piste et détentrices d'une licence adéquate le cas échéant. Ces dernières sont autorisées à introduire des boissons alcoolisées à l'attention de leurs clients.

Article 43 : Obligation de notification d'évènement

Toute personne travaillant en côté piste a l'obligation de notifier à l'exploitant d'aérodrome tout évènement pouvant avoir un impact sur la sécurité aéroportuaire (objets sur les aires, animal mort, incident, accident,...).

Les événements doivent être notifiés dans les 72 heures suivant le moment où le déclarant en prend connaissance, sauf si des circonstances exceptionnelles l'en empêchent.

En cas d'identification d'évènement à notifier, le formulaire de notification d'évènement de sécurité (FNES) doit être rempli.

Ce formulaire de notification d'évènement de sécurité (FNES) est disponible auprès de l'exploitant d'aérodrome.

L'exploitant d'aérodrome dans le cadre de son système de gestion de la sécurité pourra demander à l'entité à l'origine de l'incident une analyse approfondie et plan d'actions associés correctif ou préventif si l'évènement le nécessite.

Article 44 : Propreté des aires de trafic

Les postes de stationnement sont maintenus en bon état de propreté. Les exploitants d'aéronefs s'assurent, avant et après chaque mouvement de leurs appareils, qu'aucun matériel ou débris n'a été laissé, même fortuitement, sur les postes qu'ils libèrent ou qu'ils vont occuper.

L'exploitant d'aéronef, dans le cas où il lui serait impossible, dans un délai raisonnable, de nettoyer le poste de stationnement, ou en cas de dispersion sur l'aire de manœuvre, doit en informer sans attendre l'exploitant d'aérodrome. Dans ce cas, les opérations de remise en état sont facturées à l'exploitant de l'aéronef responsable de l'altération du bon état de propreté ou d'ordre, constatées sur le poste de stationnement concerné.

L'exploitant d'aérodrome met à disposition des containers sur les aires de stationnement.

Les prestataires d'assistance sont responsables de la gestion des containers qu'ils utilisent.

Il leur appartient de s'assurer que le container est maintenu fermé, particulièrement les jours de vent, ce afin d'éviter l'altération de la propreté des aires de trafic.

Article 45 : Avitaillement des aéronefs en carburant

Le ravitaillement en carburant des véhicules, engins et matériels n'est autorisé qu'aux endroits désignés à cet effet par l'exploitant d'aérodrome qui aura vérifié au préalable que ces endroits permettent d'appliquer les consignes d'intervention du RFFS en cas d'incendie d'aéronefs.

Seuls les engins dont la conception ne permet pas un déplacement aisé peuvent être ravitaillés hors d'une station fixe dans les conditions suivantes :

- en dehors des postes de stationnement avion ;
- en dehors des cheminements véhicule ;
- à plus de 15 mètres des aérogaes.

Il est interdit de se servir d'un téléphone portable à proximité d'un aéronef en cours d'avitaillement.

Seuls sont autorisés les moyens de communication antidéflagrants.

Les sociétés distributrices de carburants, les compagnies aériennes ainsi que les utilisateurs de la plateforme sont tenus de se conformer à la législation et aux réglementations en vigueur en matière de stockage, transport, distribution, évacuation et entretien des installations de stockage et de distribution de ces produits.

Les dispositions relatives aux précautions à prendre pour l'avitaillement des aéronefs en carburant sur les aérodromes devront être respectées.

Lors de plein en carburant des aéronefs avec passagers à bord, l'exploitant aérien ou l'assistant en escale en informe directement le RFFS.

Article 46 : Qualité du carburant pour aéronefs

Les entreprises autorisées par arrêté préfectoral à exploiter les installations de stockage et de distribution de carburants sur l'aéroport de Bastia Poretta sont tenues de se conformer à la réglementation en vigueur notamment en matière d'installations classées (ICPE), ainsi qu'au règlement UE n° 139/2014 afin de garantir la qualité des carburants.

Ces dernières sont également tenues de transmettre à l'exploitant d'aérodrome les procédures mises en œuvre afin de respecter leurs obligations, notamment :

- maintenir les installations et équipements pour le stockage et la distribution de carburants pour fournir aux aéronefs du carburant non pollué qui serait impropre aux aéronefs ;
- marquer ces installations et équipements d'une manière correspondant à la catégorie du carburant ;
- prélever des échantillons de carburant à des stades appropriés pendant le stockage et la distribution du carburant aux avions, et tenir des registres de ces échantillons ;
- utiliser du personnel suffisamment qualifié et formé dans le stockage, la distribution, et toute autre manipulation de carburant sur l'aérodrome.

Ces entreprises informeront l'exploitant d'aérodrome chaque fois que la qualité des carburants ne sera pas conforme.

TITRE IV

PRESCRIPTIONS SANITAIRES

Article 47 : Respect de la réglementation

Les usagers sont tenus de se conformer à toutes les réglementations sanitaires en usage et en particulier aux dispositions relatives à la loi sur l'eau, et ses décrets d'application, notamment en matière de rejet des eaux usées ou résiduaires.

De même, ils sont tenus au respect des prescriptions des règlements sanitaires généraux et départemental.

Article 48 : Obligations en matière de lutte contre les moustiques

L'exploitant d'aérodrome doit faire réaliser un état initial portant sur une bande d'au moins 400 m autour du périmètre de la plateforme comportant les opérations concernant les voyageurs, les moyens de transport, les conteneurs, les cargaisons et les colis postaux.

Suite à cet état initial et dans les limites administratives sous sa responsabilité, l'exploitant d'aérodrome

- identifie les gîtes potentiels et les élimine autant que possible ;
- met en place une surveillance entomologique mensuelle avec traitements anti-larvaires des gîtes identifiés et ne pouvant être éliminés ;
- met en place une surveillance par pièges pondoires et pièges à femelles gravides à proximité des lieux potentiels de repos (végétation ou bâtiment) et les relève mensuellement.

Le programme de surveillance contenant une cartographie du site où sont représentés à minima les bâtiments surveillés, la position des gîtes permanents, la position des pièges pondoires et la position des pièges à femelles gravides est envoyé à l'ARS au plus tard le 1^{er} mai, accompagné du calendrier prévisionnel des passages de l'opérateur de démostication choisi par le gestionnaire de la plateforme.

En dehors des limites administratives du site, la surveillance et les actions de traitements anti-larvaires déterminées dans l'état initial sont mises en place par les acteurs publics et privés concernés. La traçabilité de ces opérations est assurée sans délais.

L'exploitant d'aérodrome rend compte de ses actions à l'ARS. En cas de passage ou de présence d'un malade d'arbovirose pendant sa période de virémie, la lutte anti-vectorielle est réalisée selon les modalités définies par arrêté préfectoral spécifique.

Article 49 : Dépôt et enlèvement des ordures, des déchets industriels et des matières de décharge

Sont interdits sur l'ensemble de l'emprise aéroportuaire :

- tout abandon, brûlage ou dépôt sauvage de déchets,
- tout déversement d'eaux usées en dehors des réseaux appropriés,
- tout déversement, en dehors des installations prévues à cet effet, de matières solides, visqueuses ou liquides, qu'elles soient ou non classées dangereuses ou nocives pour l'environnement.

Les déchets non dangereux doivent obligatoirement être mis dans des conteneurs d'un type agréé par l'exploitant d'aérodrome qui fait procéder à leur enlèvement.

Dans le cas de travaux sous-traités, tous les déchets générés doivent être pris en charge et éliminés conformément à la réglementation en vigueur, à l'extérieur du site.

Les déchets dangereux restent de la responsabilité de chaque entreprise et seront éliminés conformément à la réglementation à l'extérieur du site.

Toutes les mesures appropriées doivent être prises lors d'évacuation des déchets pour éviter leur dispersion, notamment par vent violent.

En cas d'infraction dûment constatée, après mise en demeure non suivie d'effet, l'enlèvement des déchets, les opérations éventuelles de nettoyage, de pompage ou de réaménagement-dépollution des terrains peuvent être effectuées par l'exploitant d'aérodrome au frais de l'auteur des dépôts.

Article 50 : Nettoyage des toilettes des aéronefs

Le nettoyage des toilettes des aéronefs ne peut être effectué que par l'exploitant de l'aéronef ou son assistant, à l'aide de véhicules spécialement aménagés à cet effet et dans les conditions exigées par la réglementation en vigueur.

Article 51 : Substances et déchets radioactifs

Le stockage, le transport et l'évacuation des produits toxiques ou des substances et déchets radioactifs doivent s'effectuer dans le strict respect de la législation en vigueur et en particulier des arrêtés préfectoraux portant règlements sanitaires.

Article 52 : Prescriptions sanitaires

Toutes les opérations contenues dans le titre IV sont effectuées par des administrations habilitées, qui peuvent effectuer tous les contrôles ou les inspections qu'elles jugent nécessaires.

Article 53 : Traitement des dépouilles mortelles

Les dépouilles mortelles au départ et à l'arrivée de l'aérodrome de Bastia Poretta sont traitées par l'exploitant d'aérodrome et doivent obligatoirement être transportées chez un prestataire spécialisé en fret.

TITRE V

CONDITIONS D'EXPLOITATION COMMERCIALE

Article 54 : Autorisation d'activité

Aucune activité commerciale, industrielle ou artisanale ne peut être exercée à l'intérieur de l'aérodrome sans agrément et/ou autorisation délivrée par l'autorité compétente ou par l'exploitant d'aérodrome et pouvant donner lieu au paiement d'une redevance.

Toute activité liée à l'exercice de l'assistance en escale est subordonnée à la possession d'un agrément délivré par la délégation de la DSAC.SE en Corse, par délégation du préfet.

L'activité au côté piste de toute entreprise, organisme, association ou propriétaire d'aéronef basé est subordonnée à la présentation d'une autorisation d'activité établie par l'exploitant d'aérodrome. Un exemplaire de cette autorisation est conservé par le service responsable des autorisations.

TITRE VI

POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

Article 55 : Interdictions diverses

Les occupants doivent se conformer au cahier des clauses et des conditions générales d'autorisation d'occupation de l'exploitant d'aérodrome.

Il est strictement interdit :

- a) de gêner, d'entraver ou neutraliser, même momentanément, les procédures et le fonctionnement des moyens matériels, de quelque nature qu'ils soient, contribuant à assurer la sûreté du transport aérien sur l'aérodrome ;
- b) de pénétrer dans l'enceinte de l'aérodrome en état d'ivresse ou dans une tenue inconvenante et de s'y livrer à la mendicité ;
- c) de troubler l'ordre ou d'entraver la circulation ou l'exploitation par des bruits, des cris, des rixes, des attroupements, ... ;
- d) de pénétrer ou de séjourner sur l'aérodrome avec des animaux ; toutefois, cette interdiction ne s'applique pas :
 - aux animaux transportés dans les aéronefs à condition d'être accompagnés et tenus en laisse, en cage, en caisse ou en sac ;
 - aux chiens qui accompagnent les visiteurs, sous réserve qu'ils soient tenus en laisse ;
 - aux animaux employés pour des missions de sécurité, de sûreté ou de lutte contre le trafic de stupéfiants.

Les frais de nettoyage des salissures éventuelles dues aux animaux sont supportés par le propriétaire ou le gardien de l'animal.

- e) de nourrir des animaux en divagation ;
- f) de procéder à des quêtes, sollicitations, expositions, offres de service, vente, distributions d'objets quelconques ou prospectus sauf autorisation spécifique délivrée par l'exploitant de l'aérodrome après avis de la DIDPAF ; toutefois, les opérations de marketing communication des clients de la plateforme ou de l'exploitant d'aérodrome donnant lieu, notamment, à la distribution de prospectus, brochures publicitaires ou objets ne seront soumises qu'à l'accord de l'exploitant de l'aérodrome ;

- g) d'apposer des affiches de quelque nature que ce soit en dehors des emplacements réservés à cet effet ;
- h) de procéder à des prises de son ou des prises de vues commerciales, techniques ou de propagande.
 - en zone côté ville, cette interdiction ne s'applique pas mais une déclaration doit être faite auprès de l'exploitant d'aérodrome et de la DIDPAF avant toute prise de vues ou de son ; la DIDPAF peut interdire cette activité pour des raisons d'ordre public ou de sécurité ;
 - en zone côté piste, des dérogations exceptionnelles peuvent être délivrées par l'exploitant d'aérodrome selon les modalités définies dans les mesures particulières d'application (MPA02-BIA) ;
- i) d'organiser ou de participer à des rassemblements ou manifestations, sauf autorisation de l'exploitant d'aérodrome après avis de la délégation de la DSAC.SE en Corse et des SCE présents sur la plateforme ;
- j) de fumer dans tous les lieux fermés et couverts affectés à usage collectif et accueillant du public ou constituant un lieu de travail. Cette interdiction ne s'applique pas dans les lieux qui sont éventuellement mis à disposition des fumeurs ;
- k) de fumer côté piste à l'exemption des lieux définis par l'exploitant d'aérodrome ;
- l) d'implanter à proximité immédiate de la clôture d'enceinte délimitant le côté ville et le côté piste un dispositif permettant ou facilitant son franchissement ;
- m) d'utiliser l'aire de mouvement à des fins autres qu'aéronautiques ;
- n) de laisser des bagages ou des objets sans surveillance ; un colis est considéré comme abandonné lorsqu'il est découvert ou signalé sans surveillance dans un lieu quelconque de l'aérodrome, hors circuit de traitement des bagages enregistrés, notamment côté ville, et que son propriétaire ne se trouve pas à proximité. L'exploitant d'aérodrome est tenu de rappeler régulièrement aux passagers, par des annonces sonores, l'obligation de surveiller et de conserver auprès d'eux leurs bagages et les biens qu'ils transportent. Le propriétaire d'un colis abandonné est passible des sanctions prévues à l'article 60 (sanctions pénales) ;
- o) d'effectuer du camping sous toutes ses formes ;
- p) de circuler dans l'aérogare avec des patins à roulette, des planches de skate-board, trottinettes ou tout engin à roulettes ou à moteur ;
- q) de circuler en zone côté piste avec des patins à roulette, des planches de skate-board, trottinettes, vélo... ;
- r) d'utiliser des drones sauf autorisation délivrée par les autorités compétentes.

Article 56 : Conservation du domaine de l'aérodrome

Il est interdit d'effectuer des dégradations quelconques aux meubles ou immeubles du domaine de l'aérodrome, de mutiler les arbres, de marcher sur les gazons et massifs de fleurs, d'abandonner ou de jeter des papiers ou des détritux ailleurs que dans les corbeilles réservées à cet effet.

Sous peine d'application des mesures prévues par le code de l'aviation civile, nul ne peut gêner, entraver ou neutraliser de quelque manière que ce soit les procédures et moyens matériels destinés à assurer la sécurité et la sûreté du transport aérien et des installations aéroportuaires.

Tout incident, susceptible de nuire à la conservation du domaine public, aux mesures établies pour garantir la sûreté et la sécurité, sera signalé sans délai aux services compétents de l'Etat. La délégation de la DSAC.SE en Corse sera systématiquement informée de l'incident et des mesures prises pour y remédier.

Une bande dégagée de tout obstacle, y compris les branches en surplomb, est constituée de part et d'autre de la clôture délimitant le côté piste, sur une largeur minimum d'un mètre, afin de prévenir toute facilité de franchissement, empêcher sa dégradation par la végétation et permettre son inspection et son entretien.

L'entretien de cette bande dégagée est à la charge de l'exploitant d'aérodrome pour le domaine de l'aérodrome et en dehors de ce domaine, à la charge des propriétaires des terrains mitoyens à l'aérodrome.

Article 57 : Mesures antipollution

La mise en œuvre des matériels et équipements particulièrement bruyants, y compris les essais de moteurs d'avions et le fonctionnement de moteurs auxiliaires ainsi que toute activité susceptible de provoquer une pollution peuvent faire l'objet de mesures édictées par l'exploitant d'aérodrome.

Article 58 : Stockage de matériaux et implantation de bâtiments

Les stockages volumineux de matériaux et objets divers, les implantations de baraques ou abris sont interdits, sauf autorisation écrite de l'exploitant d'aérodrome ou de son représentant qualifié.

En cas de retrait de l'autorisation ou à son échéance, le bénéficiaire doit procéder à l'enlèvement des matériaux, objets, baraques ou abris, selon les prescriptions et dans les délais qui lui ont été impartis. A défaut d'exécution, l'exploitant d'aérodrome ou ses représentants peuvent procéder d'office à leur enlèvement aux frais, risques et périls de l'intéressé.

Article 59 : Conditions d'usage des installations

L'exploitant d'aérodrome doit publier les conditions d'usage des installations et notamment rappeler aux usagers, les règles gouvernant sa responsabilité tant par des affiches apposées dans les lieux appropriés que par des dispositions insérées dans les contrats d'occupation ou sur les tickets remis aux occupants.

Les dommages causés aux usagers à l'occasion de la circulation et du stationnement des personnes, des véhicules, des engins, des matériels et des marchandises peuvent ouvrir droit à réparation selon le régime de responsabilité dont ils relèvent.

TITRE VII

SANCTIONS PENALES, DISPOSITIONS PARTICULIERES ET FINALES

Article 60 : Constatations des infractions et des sanctions

Les infractions et les manquements aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux mesures particulières d'application fixées par le directeur de la sécurité de l'aviation civile Sud-Est ou son représentant dûment qualifié, ainsi qu'aux mesures contenues dans le règlement d'exploitation de l'exploitant définies dans cet arrêté, sont constatés par des procès-verbaux dressés par les services compétents de l'Etat mentionnés aux articles L.6372-1 du code des transports et R.217-3-1 du code de l'aviation civile.

Article 61 : Sanctions pénales

Sans préjudice de l'application des dispositions régissant le cas des contraventions de grande voirie et le cas des contraventions au code de la route en zone côté ville, toute personne contrevenant aux dispositions du présent arrêté est passible des sanctions prévues à l'article R.282-1-3 du code de l'aviation civile, à savoir :

- a) l'amende prévue pour les contraventions de 4^{ème} classe pour des faits commis coté piste,

b) l'amende prévue pour les contraventions de 3^{ème} classe pour des faits commis côté ville.

Article 62 : Sanctions administratives

En cas de manquement constaté aux dispositions du code de l'aviation civile et/ou du code des transports, le préfet peut, après avis de la commission de sûreté ou, le cas échéant, de son délégué permanent pour les cas prévus à l'article R.217-3.2 du code de l'aviation civile, prononcer une sanction administrative.

Les plafonds des amendes peuvent être doublés en cas de nouveau manquement de même nature commis dans le délai d'un an à compter de la notification de la décision préfectorale.

Dans tous les cas, le constat, sous forme obligatoirement écrite, est notifié à la personne concernée, soit directement soit par lettre recommandée avec accusé de réception. Le contrevenant dispose d'un délai de réponse de 30 jours.

Les procès-verbaux sont transmis pour suite à donner au coordonnateur pour la sécurité en Corse avec copie au Délégué de la DSAC.SE en Corse et au délégué permanent de la commission.

Article 63 : Abrogation de l'arrêté précédent

L'arrêté préfectoral n° 2012-191-10 du 9 juillet 2012 relatif aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de Bastia Poretta modifié par l'arrêté n° 2014118-0004 du 28 avril 2014 et l'arrêté DSAC /DEL/COR 04 du 17 février 2016 est abrogé.

Article 64 : Dans un délai de deux mois courant à compter de sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours :

- gracieux auprès du Préfet de la Haute Corse – 20401 Bastia Cédex ;
- hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75800 Paris Cédex 08 ;
- administratif auprès du tribunal administratif de Bastia, remis en main propre, envoyé par courrier (Villa Montepiano, 20407 Bastia Cédex) ou via l'application Télerecours citoyens (<https://cityoyens.telerecours.fr>).

Article 65 : Exécution et diffusion

Le préfet de la Haute-Corse, le délégué de la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud-Est en Corse, le directeur interdépartemental de la police aux frontières de la Haute-Corse, le commandant de la compagnie de gendarmerie des transports aériens de Nice, l'établissement public consulaire en charge de l'exploitation de l'aérodrome, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Corse.

Ampliation de cet arrêté sera faite au :

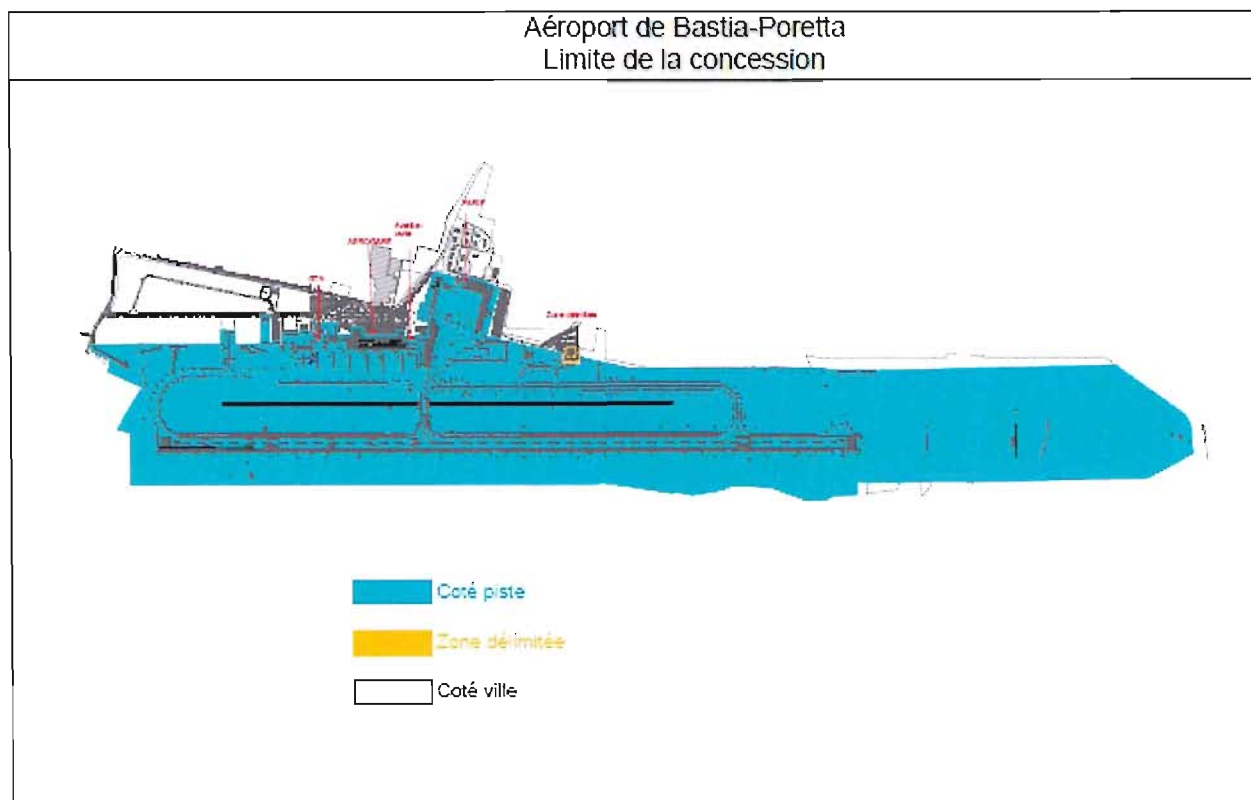
- directeur de la sécurité de l'aviation civile Sud-Est,
- directeur départemental de la sécurité publique de la Haute-Corse,
- commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Corse,

Le Préfet

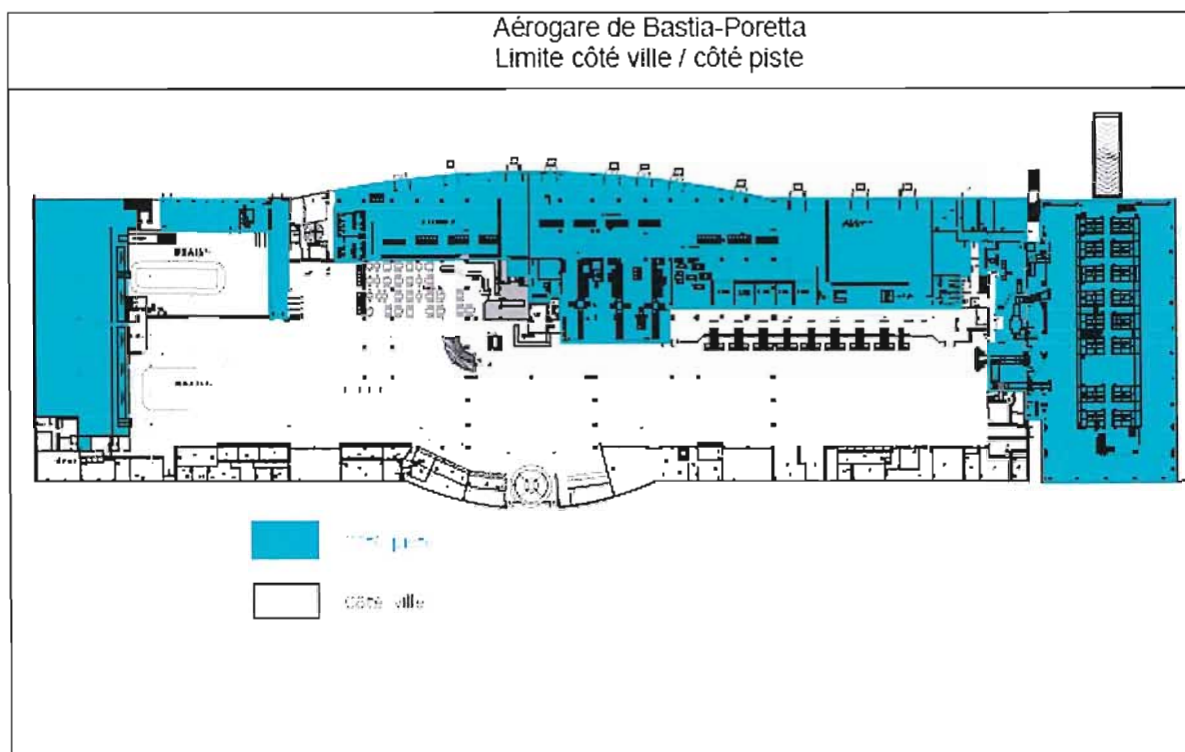
François RAVIER

PREFET DE LA HAUTE CORSE

Plan annexé à l'arrêté préfectoral n° 2B-2019-12-09-001 du 9 décembre 2019

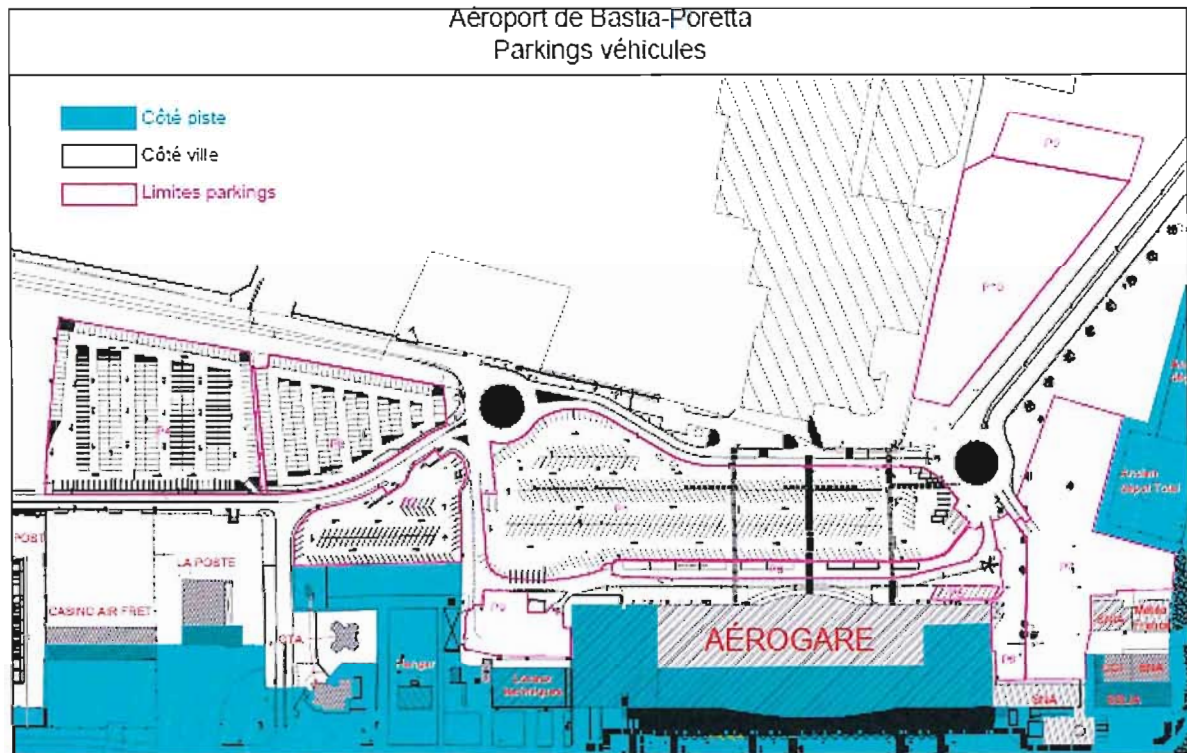


Plan annexé à l'arrêté préfectoral n° 2B-2019-12-09-001 du 9 décembre 2019



PREFET DE LA HAUTE CORSE

Plan annexé à l'arrêté préfectoral n° 2B-2019-12-09-001 du 9 décembre 2019



GLOSSAIRE

Au sens du présent arrêté, on désigne notamment par :

Accès commun : point de passage des personnes, des véhicules, du fret et des biens entre le côté ville et le côté piste, dès lors que ce point de passage est utilisable par les usagers de l'aérodrome en dehors de toute disposition particulière limitant cette utilisation à un seul usager identifié ou à un seul groupement d'usagers identifiés.

Accès d'exploitation : accès empruntés par les passagers, les personnels ou par les bagages de soute lors des phases de traitement des vols.

Accès et issues de secours : points de passage permettant l'évacuation des personnes en situation d'urgence et/ou d'intervention des équipes de secours. Quelques accès sont exclusivement réservés à cette utilisation. Dans le cas où certains accès communs ou privatifs remplissent cette fonction, un dispositif de déverrouillage associé à une alarme d'ouverture est alors installé sur ce type d'accès.

Accès privatif ou exclusif : point de passage entre le côté ville et le côté piste, qui n'est pas classé en accès commun et auquel s'appliquent des dispositions similaires à celles qui s'appliquent aux accès communs.

Aire de manœuvre : partie de l'aérodrome utilisée pour les décollages, les atterrissages et la circulation des aéronefs à l'exclusion de l'aire de trafic.

Aire de mouvement : partie de l'aérodrome composée de l'aire de manœuvre et de l'aire de trafic

Aire de trafic : aires aménagées pour permettre le stationnement des aéronefs aux fins d'embarquement ou de débarquement de voyageurs, de chargement ou de déchargement de la poste, du fret, de l'avitaillement ou de la reprise de carburant, de stationnement ou d'entretien.

Contrôle d'accès : mise en œuvre des moyens permettant de prévenir l'entrée de personnes ou de véhicules non autorisés ou des deux.

Côté piste : l'aire de mouvement et la totalité ou une partie des terrains et des bâtiments adjacents d'un aéroport, dont l'accès est réglementé.

Côté ville : les parties d'un aéroport, y compris la totalité ou une partie des terrains et des bâtiments adjacents, qui ne se trouvent pas du côté piste.

DIDPAF : Direction Inter Départementale de la Police aux Frontières

DGAC : Direction Générale de l'Aviation Civile

DSAC : Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile

Exploitant d'aérodrome : Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de BASTIA et de Haute Corse

GTA : Gendarmerie des Transports Aériens

Inspection Filtrage : opération préventive, effectuée dans le cadre de l'article L. 6342-2 du code des transports, qui met en œuvre une fouille, un ou plusieurs moyens de détection, des palpations de sécurité ou une combinaison de ces moyens, effectuée dans le but de détecter des articles prohibés.

LP : Laissez-passer véhicule

Mesures Particulières d'Application (MPA) : ensemble de mesures prises à des fins de préciser les modalités d'application de certains points sensibles ou susceptibles de modifications fréquentes. Ces MPA sont signées par le Directeur de la Sécurité de l'Aviation civile Sud-Est.

SCE : le ou les services de l'Etat chargé(s) de la surveillance et du contrôle de la mise en œuvre des mesures de sûreté (GTA/DIDPAF/DSAC).

RFES : Service de Sauvetage et de Lutte contre l'Incendie des Aéronefs

STITCH : Système de traitement informatisé des titres de circulation et des habilitations

TCA : Titre de circulation aéroportuaire

Zone délimitée : zone située côté piste qui est séparée au moyen d'un contrôle d'accès de la PCZSAR

Zone de Sûreté à Accès Réglementé, Partie Critique (PCZSAR) : partie de la ZSAR côté piste dont l'accès est subordonné à une inspection filtrage systématique des personnes, des équipages et des objets qu'ils transportent, ainsi que des véhicules.

Zone de Sûreté à Accès Réglementé (ZSAR) : zone côté piste où, en plus d'un accès réglementé, d'autres normes de sûreté sont appliquées. Sur l'aérodrome de Bastia, il n'a pas été défini de ZSAR.